

ANNEXE I

MODÈLE DE RAPPORT D'AVANCEMENT

CCI	2014LU16M8PA001
Version	2019.1

ANNEXE I	1
MODÈLE DE RAPPORT D'AVANCEMENT	1
PARTIE I	4
1. Évolution des besoins de développement dans l'État membre depuis l'adoption de l'accord de partenariat [article 52, paragraphe 2, point a), du règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil (1)]	4
2. Progrès accomplis en vue de la réalisation de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive, ainsi que dans l'accomplissement des missions spécifique de chaque fonds par la contribution des Fonds ESI à la réalisation des objectifs thématiques sélectionnés, en particulier en ce qui concerne les valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance pour chaque programme et le soutien utilisé pour atteindre des objectifs liés au changement climatique [article 52, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n° 1303/2013]	10
Tableau 1	29
Tableau 2	30
3. Pour le rapport de 2017 uniquement — Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante applicables énoncées dans l'accord de partenariat [article 52, paragraphe 2, point c), du règlement (UE) n° 1303/2013]	31
4. Mise en œuvre des mécanismes qui assurent la coordination entre les Fonds ESI et d'autres instruments de financement européens et nationaux, ainsi qu'avec la Banque européenne d'investissement (BEI) [article 52, paragraphe 2, point d), du règlement (UE) n° 1303/2013]	40
5. Mise en œuvre de l'approche intégrée du développement territorial, ou bien, en résumé, des approches intégrées fondées sur les programmes, y compris des progrès accomplis dans les domaines prioritaires fixés en matière de coopération [article 52, paragraphe 2, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013]	42
a) Commentaire général et analyse.	42
b) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 — Vue d'ensemble de la mise en œuvre du développement local mené par les acteurs locaux.	43
c) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 — Vue d'ensemble de la mise en œuvre des investissements territoriaux intégrés, le cas échéant.	46
c bis) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 — Vue d'ensemble de la mise en œuvre des actions intégrées en faveur du développement urbain durable.	48
d) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) ii), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre des stratégies macrorégionales et de bassins maritimes.	49
e) En ce qui concerne l'article 15, paragraphe 2, point a) iii), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre de l'approche intégrée pour répondre aux besoins des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus exposés au risque de discrimination ou d'exclusion.	50

f) En ce qui concerne l'article 15, paragraphe 2, point a) iv), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre des mesures prises pour répondre aux défis démographiques des zones qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents.	51
6. Le cas échéant, mesures prises pour renforcer la capacité des autorités des États membres et des bénéficiaires à administrer et à utiliser les Fonds ESI [article 52, paragraphe 2, point f), du règlement (UE) n° 1303/2013].	52
7. Mesures prises et progrès accomplis en ce qui concerne la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires [article 52, paragraphe 2, point g), du règlement (UE) n° 1303/2013]	56
8. Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 dans la mise en œuvre de l'accord de partenariat [article 52, paragraphe 2, point h), du règlement (UE) n° 1303/2013]	58
9. Résumé des actions prises en rapport avec l'application de principes horizontaux et d'objectifs politiques pour la mise en œuvre des Fonds ESI [article 52, paragraphe 2, point i), du règlement (UE) n° 1303/2013]	63
PARTIE II	67
10. Mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) [article 19, paragraphe 5, du règlement (UE) n° 1304/2013]	67
PARTIE III	68
11. Informations complémentaires et analyse susceptibles d'être ajoutées en fonction du contenu et des objectifs du programme opérationnel [article 111, paragraphe 4, du règlement (UE) no 1303/2013, notamment, si nécessaire, pour compléter les autres sections du rapport d'avancement]	68
11.1 Progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et des handicaps permanents ou naturels, les investissements territoriaux intégrés, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel.	68
11.2 Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds.	69
11.3 Progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales.	70
11.4 Progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées.	71
PARTIE IV	72
12. Mise en œuvre de l'IEJ [article 19, paragraphe 4, du règlement (UE) no 1304/2013]	72
PARTIE V	73
13. Contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive [article 50, paragraphe 5, du règlement (UE) no 1303/2013]	73
Documents	74
Résultats de la dernière validation	75

PARTIE I

Informations et analyses requises pour tous les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)

1. ÉVOLUTION DES BESOINS DE DÉVELOPPEMENT DANS L'ÉTAT MEMBRE DEPUIS L'ADOPTION DE L'ACCORD DE PARTENARIAT [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL (1)]

a) Description générale et analyse de l'évolution des besoins de développement, y compris une description de l'évolution des besoins de développement mis en évidence par les nouvelles recommandations pertinentes spécifiques à chaque pays adoptées conformément à l'article 121, paragraphe 2, et à l'article 148, paragraphe 4, du traité.

b) Autres éléments, le cas échéant.

Ce chapitre est consacré aux mesures prises par le Luxembourg en relation avec les recommandations spécifiques reçues depuis la date d'adoption de l'Accord de partenariat, à savoir le 29 octobre 2014. Diverses mesures ont été prises qui sont détaillées ci-dessous :

1. Taux d'emploi des personnes âgées: *« Augmenter le taux d'emploi des personnes âgées en renforçant leurs possibilités d'emploi et leur employabilité tout en limitant davantage les départs à la retraite anticipée, en vue d'améliorer également la viabilité à long terme du système de pension »*

Taux d'emploi des personnes âgées

En vigueur depuis juillet 2017, le nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée vise à soutenir la création de nouveaux emplois dans le secteur communal, parapublic ou social répondant à de vrais besoins. Ces emplois doivent être nouveaux, ne pas viser des remplacements et surtout ne pas créer des situations de concurrence déloyale par rapport au secteur marchand. Des mesures spécifiques s'adressent aux demandeurs d'emploi âgés de 50 ans accomplis. Depuis le lancement, 80% des bénéficiaires de ce dispositif sont de 50 ans accomplis.

En vigueur depuis le 1er janvier 2016, la réforme du système de reclassement professionnel vise notamment une accélération des procédures, une meilleure préservation des droits des personnes en reclassement externe ainsi que la création des conditions nécessaires afin de privilégier le reclassement interne. L'idée étant de soutenir l'effort des entreprises dans l'amélioration des conditions de travail, notamment à travers la mise à disposition d'experts, de favoriser le reclassement interne, c'est-à-dire à l'intérieur des entreprises, au reclassement externe et surtout d'améliorer la réinsertion en emploi des personnes reclassées. Sur base des premières conclusions tirées de la mise en oeuvre de la loi, il est envisagé de l'ajuster sur certains points en étroite concertation avec les partenaires sociaux.

Le stage de professionnalisation et le contrat de réinsertion-emploi sont deux mesures, applicables depuis le 1er janvier 2016, destinées aux demandeurs d'emploi âgés d'au moins 45 ans ou ceux en reclassement externe ou qui ont la qualité de salarié handicapé. La première mesure est un stage d'une durée maximale de 6 semaines offrant l'opportunité au demandeur d'emploi de mettre en évidence ses capacités professionnelles au sein d'une entreprise. La deuxième mesure offre la possibilité au demandeur d'emploi d'améliorer ses connaissances et

capacités professionnelles au sein d'une entreprise pour une durée maximale de 12 mois. Ces mesures sont destinées aux entreprises qui peuvent offrir une réelle chance d'embauche subséquente en contrat à durée indéterminée.

En vigueur depuis le 11 décembre 2017, la réforme des régimes de préretraite vise à cibler davantage les salariés qui exercent un travail difficile, et tient donc mieux compte des conditions de travail des salariés, tout en promouvant le maintien dans la vie active des personnes âgées. Plus précisément, la loi abolit le régime de la préretraite solidarité et adapte les autres régimes de préretraite.

Afin de soutenir et d'améliorer la formation tout au long de la vie (LLL), facteur clé pour le maintien des salariés en emploi, notamment les plus âgés, le gouvernement continuera de mettre progressivement en œuvre les mesures du livre blanc sur la stratégie nationale de la formation tout au long de la vie. Ces mesures sont au nombre de huit, dont notamment l'adaptation du dispositif LLL au cycle de vie de l'apprenant et à la diversité de la société luxembourgeoise et le développement de la qualité en matière de formation des adultes. Le projet pilote Luxembourg Digital Skills Bridge contribue également à sécuriser l'emploi des personnes âgées.

2. Investissements au Luxembourg : conditions-cadres et mesures prises:

Depuis l'éclatement de la crise économique et financière mondiale il y a une décennie, l'UE a souffert d'un faible niveau d'investissement. Des efforts collectifs et coordonnés ont été nécessaires pour inverser cette tendance à la baisse. Le Plan d'investissement pour l'Europe vise à lever les obstacles à l'investissement grâce à des actions complémentaires menées aux niveaux national et de l'UE. Les Etats membres de l'UE peuvent faire davantage d'efforts pour améliorer les conditions-cadres de l'investissement au niveau national, notamment en accélérant les réformes structurelles et en supprimant les freins à l'investissement.

Conditions-cadres de l'investissement

Alors que l'investissement public au Luxembourg dépasse la moyenne de l'UE, l'investissement privé figure parmi les plus faibles au sein de l'UE (en% du PIB). Dans son rapport 2019, la CE a identifié divers obstacles à l'investissement pour le Luxembourg, selon une perspective macroéconomique, dont: disponibilité de logements et infrastructures de transport ; investissements privés et innovation dans le secteur des entreprises ; coopération université, recherche et entreprises ; pénurie de main-d'oeuvre qualifiée ; intégration numérique (concentration des investissements dans la diffusion numérique et le capital humain numérique).

En ce qui concerne l'investissement public, le gouvernement poursuit un rythme d'investissement ambitieux. Le gouvernement maintiendra les investissements nécessaires à un développement qualitatif, conformément aux priorités politiques exposées dans le programme gouvernemental 2018-2023. Dans le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2019, pour la première fois, les investissements publics dépassent le niveau de 2,5 milliards d'euros (4,4% du PIB). Dans sa programmation pluriannuelle, le gouvernement prévoit une évolution des dépenses d'investissement directs et indirects de l'Administration centrale passant d'environ 2,5 milliards d'euros (2019) à 3 milliards d'euros (2022), soit une croissance de presque +20%.

En ce qui concerne l'investissement privé, il est important d'évaluer les principaux facteurs influant sur

l'investissement pour identifier de potentiels obstacles. Une récente enquête Eurobaromètre (2018) décrit les perceptions des entreprises à cet égard. Un indice composite a été calculé pour donner une vue d'ensemble de ce que les entreprises perçoivent comme étant les obstacles à l'investissement, dont le score varie entre 0 (niveau le plus faible d'obstacles perçus) à 10 (niveau le plus élevé). Le Luxembourg obtient un score de 3,3 et figure parmi les Etats membres où les obstacles sont, de manière générale, perçus comme moins importants.

Mesures prises en matière d'investissement

A titre illustratif, une liste non exhaustive de mesures est décrite ci-dessous, fournissant des éléments de réponse du gouvernement aux obstacles à l'investissement que la Commission européenne a identifiés pour le Luxembourg.

1. Investissements privés dans le secteur des entreprises:

Au fil des dernières années, le gouvernement a pris de multiples mesures afin d'accroître l'investissement privé, notamment en matière de création d'entreprise, de simplification administrative, de RDI, de diversification économique et de soutien à l'investissement :

- La Loi du 23 juillet 2016 prévoit l'introduction de la Société à responsabilité limitée simplifiée (S.à.r.l.-S). Partant du constat que l'apport de capital minimum obligatoire est souvent considéré comme un obstacle difficile à surmonter, cette mesure a pour objectif de stimuler l'esprit d'entreprise en facilitant l'accès à la création d'entreprise par la réduction des coûts à la constitution, un processus d'établissement plus simple, rapide et efficace, et surtout, par une réduction considérable des exigences de souscription et de libération actuellement imposées.
- L'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la promotion de la RDI (juin 2017) donne au gouvernement l'accès à une série d'outils pour soutenir efficacement les entreprises dans leur démarche de RDI. Cette loi permet une action à la fois sur les entreprises de toute taille, mais aussi à différents niveaux de la chaîne de l'innovation. Elle permet également de renforcer l'innovation des PME via un régime spécifique. Par ailleurs, elle propose une forte incitation à la mise en place de recherche collaborative entre les entreprises mais aussi avec les acteurs publics.
- Le gouvernement a adopté fin 2017 la stratégie de spécialisation intelligente pour le Luxembourg qui propose la mise en œuvre de plans d'action particuliers en faveur de secteurs prioritaires (industrie manufacturière 4.0 ; technologies propres y compris la construction durable, la mobilité douce et l'économie circulaire ; les technologies de la santé et les TIC).
- En vue de promouvoir la création, la reprise, l'extension, la modernisation et la rationalisation d'entreprises offrant les garanties suffisantes de viabilité, sainement gérées et s'insérant dans la structure des activités économiques du pays, un régime d'aide aux PME qui feront des efforts d'investissements a été instauré par la Loi du 9 août 2018 relative à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises. Pour les années à venir, le gouvernement a prévu une enveloppe budgétaire en hausse de +27% par rapport à la période 2012-2016 pour soutenir les PME. Le régime d'aides en faveur des PME s'intègre dans la stratégie de diversification économique du Luxembourg. L'entrepreneuriat au Luxembourg a su profiter d'une large panoplie d'instruments d'accompagnement au cours des dernières années, mais le soutien financier reste un élément-clé pour aider les nouvelles entreprises à réaliser les investissements initiaux.
- Au niveau de l'industrie, les efforts de R&D et les investissements, notamment en faveur de l'efficience

énergétique, seront encouragés pour stabiliser une activité industrielle moderne à la pointe de la technologie.

2. Coopération université, recherche et entreprises

Outre les mesures mises en place dans le but de renforcer les partenariats entre les chercheurs avec les entreprises et l'industrie, plusieurs programmes de financement ont été établis, tels que BRIDGES (anciennement CORE-PPP), Industrial Fellowships (anciennement AFR-PPP), Industrial Partnership Block Grant ainsi que les programmes JUMP (anciennement PoC) et KITS (Knowledge and Innovation Transfer Support).

Le programme gouvernemental 2018-2023 prévoit entre autres de renforcer le principe des fonds complémentaires (matching funds) afin d'encourager les investissements privés dans les projets de recherche, entre autres dans la recherche sur les applications concrètes. Ce principe, introduit pour la première fois dans les conventions pluriannuelles 2018-2021 afin de stimuler la participation des organismes publics de recherche au programme-cadre européen Horizon 2020, pourra ainsi être élargi et généralisé afin de dynamiser la collaboration entre les secteurs public et privés.

3. Main d'œuvre qualifiée

Le programme gouvernemental prévoit qu'une stratégie nationale de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sera développée dans le but de maximiser l'impact des investissements, tant au niveau sociétal qu'économique.

Le gouvernement va mettre en œuvre une véritable stratégie des compétences afin d'aligner les formations aux besoins de compétences des différents secteurs économiques et d'orienter les personnes vers les bonnes formations tout au long de la vie. Une agence d'accréditation sera créée afin de promouvoir la qualité de la formation professionnelle continue et de garantir la transparence sur le marché de la formation continue.

Dans le cadre du « Subgroup on Digital Skills of the Digital Single Market Strategic Group » de la CE, le Luxembourg a été demandé une mise à jour de sa stratégie des compétences numériques, faisant suite à un premier draft (2017). Dans une approche fondamentalement « whole-of-government », un groupe de travail digital skills, regroupant les parties-prenantes des compétences numériques comme le Ministère du Travail, le Ministère de l'Economie, le Ministère de l'Education, le Ministère de la Recherche, les chambres professionnelles, l'Université et l'ADEM, a été mise en place sous l'égide de Digital Luxembourg (2014) pour coordonner une politique des digital skills permettant de pallier aux carences de compétences numériques et de spécialistes du digital au Luxembourg. Ce groupe de travail est actuellement chargé de mettre à jour la stratégie des compétences numériques nationale qui prend en compte cinq grands blocs: évaluation des besoins de compétences numériques, jeunes et étudiants, professionnels des TIC, lifelong learning de la force de travail, citoyen.

4. Intégration numérique

Une intégration numérique plus large de l'économie luxembourgeoise constitue depuis des années une priorité

majeure du gouvernement. Dans le Digital Economy & Society Index (DESI), un rapport de la CE relatif à l'économie et à la société numériques dont la plus récente édition a été publiée en 2018, le Luxembourg se classe 5e dans l'UE et fait partie des pays considérés comme "Pays performants". Le Luxembourg est l'un des pays en tête pour la connectivité, le capital humain et l'utilisation d'Internet tandis que pour l'intégration des technologies numériques par les entreprises et les services publics numériques on attribue au pays de moins bonnes performances. Le Luxembourg dispose donc de bases solides pour pouvoir répondre aux futurs défis car des efforts importants ont en effet été continuellement mis en œuvre au fil de la dernière décennie, bien que des efforts additionnels doivent certes encore être réalisés dans l'intégration numérique au niveau des entreprises et des services publics numériques.

A cet effet, une saisine gouvernementale a été adressée fin 2016 au Conseil économique et social (CES) pour un avis sur "Le modèle économique, social et sociétal luxembourgeois dans les mutations technologiques". Fin 2018, le CES a adopté à l'unanimité son avis. Le gouvernement conçoit la digitalisation comme une opportunité à saisir davantage et a l'ambition de faire du Luxembourg un pays modèle en la matière. Les progrès dans le domaine de la numérisation sont l'une des priorités du nouveau gouvernement et le programme gouvernemental mentionne à maintes reprises les actions liées au domaine de la numérisation. A titre illustratif, une liste non exhaustive de mesures en matière d'intégration numérique se trouve ci-dessous, que ce soit en termes de gouvernance et d'eGovernment, de capital humain numérique, de stratégie « données digitales », de digitalisation des PME, etc :

- Le gouvernement entré en fonction fin 2018 a créé un Ministère de la Digitalisation. La mise en œuvre de l'administration électronique reste totalement en ligne avec la stratégie numérique nationale Digital Luxembourg mise en place en 2014. Cette stratégie sera régulièrement actualisée afin de tenir compte des nouvelles priorités stratégiques et des nouveaux besoins.
- Le guichet unique « Guichet.lu » a été complètement redessiné et modernisé en 2018. Le nombre de procédures administratives numériques soumises augmente continuellement. Ainsi, en 2018, 393.620 procédures ont été accomplies et transmises par voie électronique par le biais de cette plate-forme et 142.747 eSpaces privés et 25.633 eSpaces d'affaires ont été actifs. L'utilisation du portail en général, et de la procédure transactionnelle offerte en ligne en particulier, a cru rapidement et de manière exponentielle ces dernières années. L'utilisation de procédures eGovernment a augmenté de plus de 500% en quatre ans.
- En ce qui concerne l'intégration des technologies digitales dans les entreprises, grâce aux investissements importants dans les structures digitales, le Luxembourg se positionne aujourd'hui parmi les pays européens les plus avancés au niveau de la digitalisation. En partant des données digitales comme ressource précieuse, le Luxembourg a élaboré au premier semestre 2019 une stratégie d'innovation pour l'émergence d'une économie durable et de confiance. Tout en s'intégrant dans le cadre de la politique digitale européenne, cette stratégie précise pour un nombre de secteurs économiques prioritaires une vision claire, l'état de l'art et les actions concrètes à mettre en œuvre. Les différentes actions concrètes proposées se déclinent autour de trois axes :
 - Renforcer l'infrastructure digitale notamment par la mise en place d'un centre de compétence HPC permettant d'offrir une grande puissance de calcul dans un environnement sécurisé accessible à tous les acteurs publics et privés.
 - Soutenir l'industrie à intégrer les technologies du digital à travers l'expérimentation et l'innovation en favorisant le développement de bancs d'essais et en encourageant les entreprises à participer aux appels à projets de la Commission européenne. De même, un "Digital Innovation Hub" sera mis en place. Il servira de guichet unique pour soutenir les entreprises industrielles de toutes tailles dans tous leurs efforts de digitalisation.
 - Créer un environnement légal et financier favorable au développement d'une économie basée sur

les données.

- Lors de l'annonce de l'élaboration de la nouvelle édition du plan d'action PME (5ème édition) au Luxembourg (février 2019), il a été retenu que la digitalisation des entreprises commerciales et artisanales figure parmi les priorités, avec la mise en place de mesures d'accompagnement et d'aides supplémentaires en adéquation avec les besoins des petites entreprises parfois peu équipées en outils digitaux. La digitalisation croissante constitue en effet un enjeu majeur, en particulier pour les PME. Les initiatives qui visent à sensibiliser les chefs d'entreprise et à les accompagner dans leurs démarches stratégiques pour mettre en oeuvre des outils numériques seront ainsi soutenues par le gouvernement. Les outils de soutien tel que Fit4Digital continueront d'être déployés. Fit4Digital vise à aider les PME à franchir le pas de la transformation digitale et à intégrer les outils numériques ayant un fort potentiel pour aider ces PME à devenir plus efficaces, plus rentables et plus attractives envers leurs clients. Le programme vise à améliorer la performance à long terme des PME, à augmenter leur chiffre d'affaires et à accompagner leurs efforts de digitalisation. Fit4Digital propose une analyse rapide et efficace de tous les départements des PME afin d'envisager l'usage des technologies de l'information et de la communication, résultant dans des recommandations concrètes sur l'implémentation d'outils informatiques au sein des PME. Les experts intervenant sont agréés par Luxinnovation, qui garantit leur professionnalisme et leur neutralité. L'ensemble du personnel des PME sera impliqué dans le processus de digitalisation.

L'initiative Letzshop est la plateforme nationale de vente en ligne qui permet à tous les commerçants du Luxembourg de se présenter et de vendre en ligne leurs produits. Ceci constitue à la fois un avantage pour le client et le commerçant car chacun bénéficie de la digitalisation, tout en dynamisant le commerce de détail national. Le projet est financé par le Ministère de l'Economie, 16 villes et communes, la confédération luxembourgeoise de commerce (clc) ainsi que la Chambre de Commerce. *Letzshop* est piloté par le G.I.E. "*Luxembourg for Shopping*".

2. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE LA RÉALISATION DE LA STRATÉGIE DE L'UNION POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE, AINSI QUE DANS L'ACCOMPLISSEMENT DES MISSIONS SPÉCIFIQUE DE CHAQUE FONDS PAR LA CONTRIBUTION DES FONDS ESI À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS THÉMATIQUES SÉLECTIONNÉS, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LES VALEURS INTERMÉDIAIRES DÉFINIES DANS LE CADRE DE PERFORMANCE POUR CHAQUE PROGRAMME ET LE SOUTIEN UTILISÉ POUR ATTEINDRE DES OBJECTIFS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT B), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

- a) Description et analyse des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs nationaux d'Europe 2020 (3) et de la contribution des Fonds ESI à cet égard, en ce qui concerne les valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance et le soutien utilisé pour atteindre les objectifs liés au changement climatique, le cas échéant.
- b) Description et analyse, en ce qui concerne les valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance et le soutien utilisé pour atteindre des objectifs liés au changement climatique, le cas échéant, de la manière dont les Fonds ESI ont contribué à la réalisation des objectifs thématiques, et des progrès accomplis en vue d'obtenir les principaux résultats escomptés pour chacun des objectifs thématiques définis dans l'accord de partenariat, y compris, le cas échéant, une description de la contribution des Fonds ESI à la réalisation de la cohésion économique, sociale et territoriale, pour ce qui est des valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance pour chaque programme.
- c) Description de la contribution des Fonds ESI aux recommandations pertinentes spécifiques à chaque pays.
- d) Le cas échéant, description de la manière dont les Fonds ESI ont répondu à l'évolution des besoins de développement.
- e) Pour le rapport de 2019 uniquement: analyse résumée des données du tableau 2A, y compris une évaluation des raisons pour lesquelles les valeurs intermédiaires n'ont pas été atteintes et des mesures qui seront prises pour y remédier.
- f) Autres éléments, le cas échéant.

Point 2. a):

FEDER:

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, les objectifs fixés par le Luxembourg, ainsi que les valeurs intermédiaires atteintes sont les suivants :

R&D et Innovation

Cible UE : Investissement de 3% du PIB de l'UE dans la recherche et l'innovation

- Cible Luxembourg : 2,3 à 2,6% (2,0% en 2015) & 1,0% pour le secteur public
- Valeur initiale AP : 1,51% du PIB en 2010
- Valeur nationale actuelle : 1,24% du PIB en 2016 (= baisse de 22%)

La mise en œuvre d'une politique de la RDI efficace tant pour secteur public que pour secteur privé est une priorité pour le gouvernement luxembourgeois.

L'évolution des budgets de l'Etat en faveur de la RDI, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, n'a cessé de croître en passant de 23,6 millions d'euros en 2000 (0,13% du PIB) à 368,5 millions en 2018 (environ 0,65% du PIB).

Les dépenses de la R&D privée au Luxembourg ont diminué au cours des dernières 15 années, tandis que les dépenses du secteur public ont continuellement augmenté. La part de la recherche publique est passée de 7,5% de la totalité des dépenses en 2000 à quasiment 50% en 2016. L'intensité de la R&D publique approche désormais l'objectif national (0,8% du PIB). Cette évolution est une conséquence des actions politiques des gouvernements depuis 1999, dont notamment la fixation d'objectifs de développement de l'intensité de la recherche, la création du fonds national de la recherche et de l'Université du Luxembourg, ainsi que l'introduction des conventions pluriannuelles.

La structure de l'économie luxembourgeoise explique en partie la faible intensité relative de la R&D dans les entreprises. Les secteurs qui représentent l'essentiel de l'économie luxembourgeoise, à savoir les services, en particulier le secteur financier, investissent traditionnellement moins dans la R&D.

Contribution FEDER:

Au Luxembourg, le PO FEDER contribue modestement à soutenir la R&D et l'innovation par l'axe prio. 1 « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation » et 2 priorités d'investissements (PI), à savoir la PI 1a et la PI 1b.

Rappelons que le budget FEDER est très limité et que les impacts contribuant aux objectifs Europe 2020 sont plutôt insignifiants par rapport aux budgets nationaux.

Jusqu'au 31 décembre 2018, 4 appels à projets ont été lancés, résultant dans le conventionnement de 22 projets, dont 2 projets dits "ITI".

14 projets ont fait l'objet d'une convention dans l'axe prioritaire 1, dont 6 projets dans la PI 1a et 8 projets dans la PI 1b.

Au 31.12.2018, le budget total conventionné de l'axe prioritaire 1 s'élève à 24,18 mio. d'EUR avec un cofinancement FEDER de 9,67 mio. d'EUR (tx. de cofin. = 40%). Rappelons que le budget total FEDER de l'axe 1 s'élève à 9,16 mio. d'EUR. (Engagement = 105,5%).

Au 31.12.2018, toutes les « valeurs cibles 2018 » des 2 axes prioritaires appartenant au cadre de performance ont été atteintes, et ceci conformément à l'article 6 du règlement d'exécution (UE) 2015/2014 de la CE.

Contribution CTE:

La R&D et l'innovation sont des thématiques-clés dans les programmes CTE auxquels le Luxembourg participe.

Au total, 20 projets avec participation luxembourgeoise ont été approuvés et 5,6 mio. € de fonds FEDER ont été engagés pour les opérateurs luxembourgeois.

Changement climatique et énergie

Cible UE : Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990

- Cible Luxembourg : Réduction des émissions hors SEQE de -20% par rapport à 2005 (émissions d'environ 8,085 Mt CO₂ en 2020)
- Valeur initiale AP : 12,18 Mt CO₂ en 2010
- Valeur nationale actuelle : 10,24Mt CO₂ en 2017 (= baisse de 16%)

Cet objectif repose sur les décisions du Conseil européen dans le contexte du paquet « Climat et Energie » de mars 2007.

Conformément au règlement (UE) No 525/2013, le dernier inventaire des émissions de GES du Luxembourg couvre la période 1990-2017. Pour l'année 2017, les émissions de GES s'élèvent à 10,2 millions de tonnes CO₂-équivalents (Mt CO₂e) (à l'exclusion du transport aérien international et des émissions et absorptions dues aux forêts et aux terrains - LULUCF), soit quelques 184.000 tonnes de CO₂e de plus qu'en 2016 qui s'explique essentiellement par une hausse des émissions du transport routier et des bâtiments. Par rapport à 2005, année record depuis l'aube des années 2000, les émissions ont même diminué de 2,79 Mt CO₂e (-21,4%).

Pour la seconde période d'engagement du Protocole de Kyoto 2013-2020, seuls les secteurs hors du SEQE font l'objet d'objectifs fixés au niveau des Etats membres. Pour le Luxembourg, cet objectif de réduction des émissions hors SEQE s'élève à -20% en 2020 par rapport au niveau de l'année 2005 : objectif à atteindre selon une trajectoire linéaire dont le point de départ, en 2013, est constitué par la valeur moyenne des émissions hors SEQE des années 2008-2010. Ces budgets annuels sont matérialisés par des allocations annuelles de quotas d'émission (AAQE). Ainsi, pour l'année 2020, les émissions hors SEQE devraient se limiter à 8,117 Mt CO₂.

Les dernières projections officielles d'émissions de GES du Luxembourg furent transmises à la CE en avril 2017. En tenant compte des dernières évolutions des émissions telles que rapportées dans les inventaires, ainsi que des travaux effectués pour la rédaction du projet de « Plan National Intégré Energie-Climat 2021-2030 » (PNEC), le Luxembourg estime que, pour la période 2013-2020, il pourrait dégager une « réserve d'émissions » d'environ 0.44 Mt CO₂e dans le scénario central « avec mesures existantes ». Dans ce cas de figure, le recours aux crédits externes ne devrait plus être nécessaire. Cependant, les calculs de « réserve » ou de « déficit » s'accompagnent d'une grande incertitude car très sensibles aux évolutions anticipées pour une source d'émissions en particulier, à savoir le transport routier qui représente à lui seul quasi deux tiers des émissions totales hors SEQE.

Cible UE : Utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables à la hauteur de 20%

- Cible Luxembourg : 11%
- Valeur initiale AP : 2,9% (PNR : 2014)
- Valeur nationale actuelle : 6,38% en 2017 (= hausse de 137%)

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit pour le Luxembourg un objectif de 11% d'énergies renouvelables de sa consommation finale d'énergie en 2020, ainsi qu'un objectif de 10% de carburants renouvelables de sa consommation finale d'énergie dans le secteur des transports en 2020.

Le Luxembourg est en bonne voie pour atteindre ses objectifs en 2020. En 2017, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale a atteint 6,38%, contre 5,44% en 2016 et 5,04% en 2015. Au cours des dernières années, le Luxembourg n'a cessé d'augmenter sa part d'énergies renouvelables et se trouve en 2017 sur sa trajectoire indicative. Les contributions à cet objectif par les différents secteurs ont été de 8,05% pour l'énergie électrique et de 8,11% pour la chaleur et le froid. Dans le secteur des transports la part des énergies renouvelables a atteint 6,44%. Ainsi, l'augmentation globale de la consommation finale des énergies renouvelables au Luxembourg est légèrement inférieure aux attentes du Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (hors transferts statistiques). En ce qui concerne le respect de la trajectoire indicative, le Luxembourg doit réaliser pour les années 2017 et 2018 un taux moyen de 7,47%.

Cible UE : Augmentation de 20% de l'efficacité énergétique

- Cible Luxembourg : Objectif 2020 : Consommation d'énergie finale 49.292 GWh (soit 4.239,2 ktoe)
- Valeur initiale AP : 4.239 ktoe (2012)
- Valeur nationale actuelle : 49.473 GWh (soit 4.254 ktoe) en 2017

Le Luxembourg s'est donné comme objectif d'efficacité énergétique pour l'année 2020 que la consommation annuelle d'énergie finale ne dépasse pas les 49.292 GWh, soit 4.239,2 ktoe (52.111 GWh ou 4.481,6 ktoe en termes d'énergie primaire), en application de l'article 3 de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique. Ainsi, l'objectif d'efficacité énergétique pour 2020 n'est plus exprimé en pourcentages, mais en valeur absolue de consommation d'énergie finale.. A côté de l'objectif d'efficacité énergétique, le Luxembourg s'est également fixé un objectif d'économies d'énergies de 5.993 GWh à réaliser d'ici le 31 décembre 2020 par le biais d'un mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique mis en place en 2015. Au cours de l'année 2018, le Luxembourg a réalisé des échanges avec les parties obligées en vue d'adapter la réglementation aux besoins réels rencontrés, et entre autres, aux évolutions technologiques récentes dans le domaine de l'énergie. Une modification afférente du règlement entre en vigueur en avril 2019. Il est visé d'adapter certaines dispositions techniques aux besoins réels rencontrés, et entre autres, aux évolutions technologiques récentes dans le domaine de l'énergie.

Le Luxembourg a réalisé début 2019 une première ébauche du Plan National Intégré Energie-Climat (PNEC). Par le biais de la Directive 2012/27/UE, l'UE a mis en place un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique afin d'atteindre l'objectif de l'UE pour 2020. Y figurent les mesures en matière d'efficacité énergétique dans le secteur des ménages, le secteur tertiaire, le secteur de l'industrie et du transport. Le PAEE se concentre sur l'administration et la mise en œuvre de la Directive 2012/27/UE et couvre les mesures significatives d'amélioration de l'efficacité énergétique et les économies d'énergie escomptées/réalisées dans la fourniture, le transport, la distribution et l'utilisation finale de l'énergie jusqu'en 2020. Les deux principaux éléments du PAEE sont, une estimation escomptée de la consommation globale et par secteurs d'énergie finale et primaire en 2020, et les mesures quantifiées ayant comme objectif d'améliorer l'efficacité énergétique et générer les économies d'énergie dans les années à venir, en vue d'atteindre l'objectif national d'efficacité énergétique. Fin 2018, la Directive 2018/2002/UE a modifié la Directive 2012/27/UE et mis en place un cadre commun de mesures pour la promotion de l'efficacité énergétique afin d'atteindre l'objectif de l'UE pour 2030. La transposition de cette directive a commencé en 2019.

En résumé, les prévisions « baseline », c'est-à-dire les prévisions de la consommation de l'énergie finale et primaire jusqu'en 2020, permettent de constater une évolution des consommations énergétiques en ligne avec l'objectif que le Luxembourg doit atteindre en 2020.

Principales mesures :

- Performance énergétique des bâtiments

La directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments opère une refonte de la directive existante (2002/91/CE) et prévoit entre autres à l'horizon 2021 (respectivement 2019 pour les bâtiments publics) un nouveau standard énergétique « à énergie quasi nulle » pour tous les bâtiments neufs. Par le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation, est entré en vigueur à partir du 1er janvier 2017 le « Nearly Zero Energy Building » (NZEB), le nouveau standard de performance énergétique exigé pour les bâtiments d'habitation neufs. L'efficacité énergétique du NZEB correspond généralement au bâtiment ayant les classes énergétiques AA.

En ce qui concerne les bâtiments fonctionnels, les travaux de transposition de cet aspect de la directive ont continué en 2018 et ont avancé considérablement. Une modification du règlement grand-ducal entre en vigueur en avril 2019 et un projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels est en réalisation pour modifier la méthodologie de calcul de l'efficacité énergétique en tenant compte des nouveaux développements techniques et pour renforcer les exigences du NZEB, le nouveau standard de performance énergétique exigé pour les bâtiments fonctionnels neufs.

- Accord volontaire avec les entreprises industrielles luxembourgeoises

Dans le cadre de sa politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, le gouvernement a signé début 2017 un nouvel accord volontaire avec le secteur industriel qui couvre la période de 2017-2020. Cet accord a pour but de susciter davantage l'engagement des entreprises adhérentes en vue d'une amélioration de l'efficacité énergétique et de la mise en œuvre des sources d'énergie nouvelles ou renouvelables. Les entreprises adhérentes s'engagent en plus à mettre en place une gestion énergétique, qui est tenue d'identifier le potentiel d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'établir un programme d'action visant à réaliser un paquet de mesures de ce potentiel. Le GIE MyEnergy assume un rôle de coordination, de suivi des données livrées par les entreprises et une mission d'information, de conseil et de sensibilisation.

- Compteurs intelligents d'électricité et de gaz naturel

Le Luxembourg a continué le suivi du déploiement généralisé du comptage intelligent en commun par les gestionnaires de réseaux gaziers et électriques. Depuis le 1.7.2016, les gestionnaires de réseaux ont ainsi commencé d'installer pour tout nouveau raccordement à leur réseau un compteur intelligent ainsi que de remplacer au fur et à mesure auprès de chaque client final le compteur existant. Fin 2018, environ 140.000 compteurs intelligents d'électricité et 30.000 compteurs intelligents de gaz naturel ont été installés sur le territoire national. Le remplacement d'au moins 95% des anciens compteurs d'électricité s'étendra jusqu'au 31.12.2019. Au niveau du gaz naturel, le remplacement d'au moins 90% des anciens compteurs s'étendra

jusqu'au 31.12.2020.

- Stratégie pour les investissements dans la rénovation du parc national de bâtiments

Le gouvernement a également continué la stratégie à long terme pour mobiliser les investissements dans la rénovation du parc national de bâtiments à usage résidentiel et commercial, tant public que privé, en vertu de la directive 2012/27/CE. Cette stratégie met l'accent sur les points suivants: priorité aux rénovations intégrales et à haute efficacité énergétique ; accessibilité financière des mesures de rénovation énergétique ; amélioration de la coordination entre la politique énergétique et la protection du patrimoine ; promotion de la construction durable et de l'économie circulaire.

- Etude stratégique intitulée « Third Industrial Revolution »

En septembre 2015, le gouvernement, la Chambre de commerce et IMS Luxembourg ont conjointement lancé l'étude stratégique intitulée « The Third Industrial Revolution Strategy », en collaboration étroite avec l'économiste Jeremy Rifkin et son équipe d'experts. Ce processus, s'inscrivant dans la continuité des approches dites « open societal innovation » et ayant comme objectif de rendre pour les générations futures le modèle économique existant plus durable et interconnecté, a abouti à une étude qui a été présentée en novembre 2016. Le gouvernement a retenu que le résumé-synthèse de cette étude stratégique constitue une orientation générale pour le développement futur du pays. Au niveau « Energie », il a été décidé de créer la plateforme thématique « Energiezukunft Lëtzebuerg » visant à thématiser tous les aspects stratégiques de la transition énergétique à moyen et long terme ainsi que la mise en place de « l'Internet de l'énergie » au Luxembourg. L'ambition recherchée de cette plateforme n'est pas simplement la transition vers un système énergétique entièrement durable mais l'utilisation de cette transition pour réaliser des économies d'énergie tout en y combinant intelligemment innovations techniques et commerciales. La plateforme considérera également les résultats des piliers « Building », « Mobility » et « Smart Economy » de l'étude stratégique. En 2017, le Luxembourg a entamé un processus d'évaluation et de préparation en vue d'intégrer dans la législation luxembourgeoise des concepts de marché qui sont compatibles avec les résultats de l'étude stratégique et qui tiennent compte des résultats obtenus des travaux de la plateforme thématique « Energiezukunft Lëtzebuerg ».

Contribution FEDER :

Au Luxembourg, le FEDER contribue à soutenir le changement climatique et l'énergie par l'axe prioritaire 2 et 3 priorités d'investissements (PI) énoncées suivant l'art. 5 du règlement UE n°1301/2013, à savoir : PI a), PI c) et PI e). Comme l'axe 1, rappelons que le budget FEDER est très limité et que les impacts, contribuant aux objectifs Europe 2020, sont minimes par rapport aux budgets nationaux.

Au niveau de la résilience au changement climatique, 8 projets ont fait l'objet d'une convention dans l'axe prioritaire 2, dont 1 projets dans la PI a, 4 projets dans la PI c) et 3 projets dans la PI e).

Au 31.12.2018 le budget total conventionné de l'axe prioritaire 2 s'élève à 20,84 mio EUR, avec un cofinancement FEDER de 8,34 mio EUR (taux de cofin. 40%). Taux d'engagement : 91%

Au 31 décembre 2018, toutes les « valeurs cibles 2018 » des 2 axes prioritaires appartenant au cadre de performance ont été atteintes, et ceci conformément à l'article 6 du règlement d'exécution (UE) 2015/2014 de la CE.

De par leur nature, tous les projets de l'axe 2 contribuent entièrement ou partiellement au changement climatique.

Contribution CTE:

Le changement climatique et l'énergie sont des thématiques jouant un rôle important dans les 3 programmes CTE auxquels le Luxembourg participe. 18 projets sont financés au Luxembourg et 5,7 mio d'€ de fonds FEDER ont été attribués aux opérateurs luxembourgeois.

FSE:

Objectif Emploi:

Selon la stratégie UE2020, la cible visée pour le Luxembourg en termes du marché de travail est la suivante : un emploi pour 73% de la population âgée de 20 à 64 ans. En 2018, le taux était de 72,2% au Luxembourg. Les derniers chiffres montrent que l'année 2018 a été marquée par un marché de l'emploi dynamique en croissance de 3,8% sur un an. La décrue du chômage, entamée en 2015, s'est poursuivie en 2018. En moyenne, la baisse est de 5,7% sur un an. De 2000-2017, l'emploi intérieur a augmenté de 63,7% au Luxembourg.

Le Grand-Duché a presque atteint l'objectif de 73% qu'il s'est fixé pour l'horizon 2020. Les actions menées grâce au FSE aident à se rapprocher de l'objectif, même si les budgets disponibles au FSE restent modestes par rapport au budget national global. Puisque les budgets mis à disposition par le FSE sont assez limités, les actions ont été entreprises sur des populations cibles bien spécifiques, de sorte que l'impact du FSE puisse être maximal.

Les efforts du gouvernement en matière d'emploi portent particulièrement sur le soutien à l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi en ciblant les populations vulnérables, notamment les jeunes, les femmes, les seniors, les personnes à besoins spécifiques ainsi que les chômeurs de longue durée.

La mise en place de l'objectif passe par 2 priorités d'investissements :

- **PI8.1**

L'accès à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et les personnes inactives, notamment les chômeurs de longue durée et les personnes qui se trouvent les plus éloignées du marché du travail, également grâce à des initiatives locales en faveur de l'emploi et au soutien à la mobilité professionnelle.

• PI8.2

L'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse.

Jusqu'au 31 décembre 2018, 6 appels à projets ont été lancés, résultant dans le conventionnement de 68 projets. 37 projets ont fait l'objet d'une convention dans l'axe prioritaire 1, dont 15 projets dans la PI 8.1 et 22 projets dans la PI 8.2.

Au 31.12.2018, le budget total conventionné de l'axe prioritaire 1 s'élève à 22,36 mio. d'EUR avec un cofinancement FSE de 11,18 mio. d'EUR (taux de cofin. = 50%). Rappelons que le budget total FSE de l'axe 1 s'élève à 10,83 mio. d'EUR. (Engagement = 103,2%).

Objectif inclusion sociale (FSE)

Selon la stratégie UE 2020, l'objectif du Luxembourg vise une réduction de 6000 personnes (1,1% de la population) menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. En général, les personnes les plus éloignées du marché de travail sont celles les plus vulnérables et les plus exposées au risque de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Ainsi, le PO 2014-2020 du FSE en a fait une priorité à travers l'AP2: L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi. Le Luxembourg consacre 20 % des allocations du FSE à des mesures et actions visant l'inclusion sociale et plus spécifiquement l'activation des personnes les plus éloignées du marché du travail. Les opérations cofinancées sous cet objectif sont complémentaires à celles cofinancées sous l'objectif "marché de l'emploi" et cibleront un renforcement de l'inclusion sociale.

La **PI9.1** comporte 17 projets dont 4 actifs en 2018 pour un total cumulé de 1.405 participants. La consommation financière en 2018 est en ligne avec les prévisions. Le total des dépenses certifiées en part FSE est de 6.216.451,91 €.

FEADER:

Le secteur agricole est essentiellement concerné par l'objectif « Climat » qui prévoit de réduire de 20% les gaz à effet de serre. Plusieurs mesures du PDR contribuent à cet objectif, même si ce n'est que par des effets secondaires. Les mesures de réduction de fumure et de travail réduit du sol ont pour effet respectivement de réduire les apports en azote minérale respectivement de diminuer la consommation de carburant. Les deux types d'action vont réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Une évaluation intermédiaire indépendante réalisée en 2019 a relativisé ces propos et formulées les conclusions suivantes à ce sujet :

- L'élevage joue un grand rôle sur les émissions agricoles des 2 catégories de gaz étudiés, les GES (méthane, protoxyde d'azote et gaz carbonique) et l'ammoniac. Le PDR soutient son développement à travers M4.1 Investissements agricoles, particulièrement dans le secteur laitier, ce qui contribue à l'augmentation observée des émissions de méthane et d'ammoniac. A noter que l'abandon des quotas laitiers en 2013 a incité les exploitants agricoles à développer leur production de lait. Les aides à l'investissement ont participé aux investissements importants réalisés dans le secteur laitier et ciblés vers la construction d'étables modernes équipées. Ces investissements ont contribué à augmenter de 37% la production laitière totale entre 2013 et 2018. L'objectif poursuivi à travers cette évolution a été le renforcement de la compétitivité et de la productivité en valorisant au mieux les prairies et les surfaces en herbe étant donné que les conditions pédoclimatiques du Luxembourg favorisent les productions fourragères au détriment des grandes cultures.
- Le PDR exerce donc des effets en sens opposés pour l'ammoniac, avec un bilan incertain en termes d'impact sur les émissions absolues mais une amélioration du rapport entre les émissions et le cheptel.
- Le bilan total, en termes d'impact net du PDR, est en revanche jugé défavorable pour les gaz à effet de serre. Le développement du secteur laitier soutenu par le PDR augmente en effet les émissions de méthane, tandis qu'il y a suspicion d'impact net défavorable pour le dioxyde de carbone et pour le protoxyde d'azote.
- La question portant exclusivement sur les émissions agricoles luxembourgeoises, l'estimation de l'impact du PDR luxembourgeois sur le bilan des émissions de gaz à effets de serre devra également tenir compte de la séquestration de carbone dans le sol et la végétation.

D'un point de vue comptabilisation des mesures du PDR, la contribution à la cible « climat » de l'ensemble des mesures de la priorité 4 du PDR (mesures 10, 11, 12, 13) avait été évaluée à 100% par la CE. Par contre, la contribution des mesures 04, 06 et 19 à l'objectif "Climat" a été évaluée forfaitairement à 40%. Aucune contribution à l'objectif « climat » n'est à attribuer à la mesure 20.

Ainsi, l'ensemble de la contribution du Feader à l'objectif Climat pour la période 2014-2018 est évaluée à 35.115.310,53.- €.

Le PDR n'a pas de mesures spécifiques liés aux objectifs «Education», «Recherche et innovation», ni aux objectifs relatifs à l'énergie renouvelable ou à l'efficacité énergétique.

Bien que la mesure d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs et l'aide aux investissements physiques favorisent la compétitivité du secteur agricole et ont de cette façon aussi un impact sur l'emploi dans le secteur, leur impact global sur le marché de l'emploi et ainsi sur les objectifs « Emploi » reste limité. Jusqu'en 2018 seuls 4,3 millions d'euros de dépenses publiques ont ainsi servi pour soutenir l'installation de 89 jeunes agriculteurs. S'y ajoute 1,45 mio. de dépenses publiques relatives aux paiements de la période transitoire 2014-2015.

Point 2 b):

FEDER:

Le PO FEDER du Luxembourg contribue modestement à soutenir la R&D et l'innovation par l'AP 1 «

Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation » et 2 priorités d'investissement à savoir la PI 1a) et la PI 1b).

L'axe 1 vise tous les projets s'inscrivant d'une part dans le renforcement des capacités et dans l'amélioration des infrastructures en matière de RDT et d'autre part dans le renforcement de la coopération entre la recherche privée et la recherche publique, de manière à mettre en œuvre les complémentarités et de réaliser des effets de synergie.

Cette mesure est destinée à faciliter la création et le développement d'activités innovantes et de recherche au niveau des entreprises et /ou entre entreprises et CRP ou l'Université du Lux.

L'axe 1 veille à obtenir la meilleure adéquation possible entre d'une part les besoins nationaux en matière de capacités scientifiques/technologique à moyen et long terme et d'autre part les axes futures du développement économique.

Cet axe a pour but de soutenir la R&D et l'innovation sur un nombre limité de domaines thématiques issus de la « 3S ».

Sont également visés des efforts de développement spécifiques sur les activités économiques recourant à des technologies de pointe de la logistique, de la santé et du développement durable. Le développement de ces secteurs repose sur des technologies transversales dans le domaine des « technologies de l'information et de la communication » et des « matériaux innovants ».

En 2018, l'exécution du programme 2014-2020 suit sa route comme prévu et laisse apparaître les premiers résultats concrets au niveau des indicateurs de réalisation. Dans le cadre du "**cadre de performance**", toutes les valeurs cibles 2018 des indicateurs de réalisation et financier de l'axe prioritaire 1 ont été atteints au 31 décembre 2018.

En avril 2018, un 4e appel à projet a été lancé dans la presse écrite et sur le site www.fonds-europeens.lu.

Au total, 6 nouvelles fiches de candidature ont été introduites et remises à l'AG FEDER. 5 projets ont été avisés positivement par le Comité de sélection, dont 4 projets ont fait l'objet d'un accord de principe et/ou d'une convention dans l'axe prioritaire 1. Il s'agit d'un projet du "Luxembourg Institute of Health", 1 projet de l' "Université du Luxembourg", 1 projet de "Luxinnovation" et d'un projet du "Centre Hospitalier de Luxembourg".

Au total, 14 projets ont été sélectionnés dans l'axe prioritaire 1, dont 6 projets dans la PI 1.1 et 8 projets dans la PI 1.2. Au 31.12.2018, l'engagement de cet axe s'élève à 105,54% de l'enveloppe FEDER.

Axe 2 - Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans l'ensemble prioritaire des secteurs

Le Feder contribue à soutenir les objectifs liés au changement climatique et à l'énergie par l'axe prioritaire 2 et 3 priorités d'investissement, à savoir les PI a, PI c) et PI e).

L'axe 2 vise aussi à encourager les acteurs économiques et institutionnels ainsi que les ménages à miser sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, sur l'efficacité énergétique ainsi que sur la promotion des énergies nouvelles et renouvelables. Cette approche permet une réduction de la dépendance énergétique, une amélioration de la sécurité d'approvisionnement et un renforcement de la compétitivité des acteurs

économiques.

Le fait de réduire les importations d'énergie et de développer les sources nationales offre également l'opportunité d'attirer et de créer des activités manufacturières et de services qui innovent dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et de façon générale dans des technologies respectueuses des ressources naturelles et de l'environnement. Il contribue à promouvoir la diffusion de technologies éco-efficaces respectant l'environnement et s'inscrit pleinement dans le cadre de l'actuelle politique énergétique communautaire.

Dans le cadre du "cadre de performance", toutes les valeurs cibles 2018 des indicateurs de réalisation de l'axe 2 ont été atteints au 31.12.2018.

L'indicateur financier de l'axe prioritaire 2 a seulement atteint 97%, mais suffisant pour remplir les conditions du cadre de performance.

En avril 2018, un 4e appel à projet a été lancé dans la presse écrite et sur le site Internet www.fonds-europeens.lu. Au total, 6 nouvelles fiches de candidature ont été introduites et remises à l'AG FEDER. 5 projets ont été avisés positivement par le Comité de sélection, dont 1 projet a fait l'objet d'un accord de principe et/ou d'une convention dans l'axe 2 "Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans l'ensemble des secteurs". Il s'agit d'un projet de "MyEnergy" intitulé "Infopoint MyEnergy goes digital".

Au total, 8 projets ont été sélectionnés dans l'axe 2, dont 1 projet dans la PI 2.1 "Favoriser la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables", 4 projets dans la PI 2.2 "Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement" et 3 projets dans la PI 2.3 "Favoriser des stratégies de développement à faibles émissions de carbone pour tous les types de territoires, en particulier les zones urbaines, y compris la promotion de la mobilité urbaine multimodale durable et de mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer".

Au 31.12.2018, l'engagement de cet axe s'élève à 90,96% de l'enveloppe FEDER. L'autorité de gestion est confiante d'engager le reste de l'enveloppe au cours de l'année 2019. Un appel à projet sera prévu au 2e semestre 2019 et ceci spécialement pour l'axe prioritaire 2.

La liste des projets FEDER peut être consulté sur www.fonds-europeens.lu.

FSE:

Les efforts du FSE se concentrent autour de 3 objectifs thématiques: marché de l'emploi, inclusion sociale et pauvreté, et éducation et formation. Les 3 axes prioritaires du PO 2014-2020 se laissent par ailleurs parfaitement décliner par rapport aux objectifs thématiques:

- AP1 - Soutenir l'intégration professionnelle durable.
- AP2 - Renforcer l'inclusion sociale.
- AP3 - Promouvoir l'acquisition de nouvelles compétences.

1. Objectif thématique: marché de l'emploi

Le Luxembourg vise une concentration la plus importante possible du FSE afin d'avoir un impact significatif sur la période 2014-2020. Ainsi, une partie conséquente de l'allocation financière sera dédiée à l'augmentation de l'intégration professionnelle, notamment en faveur des jeunes, y inclus ceux issus de l'immigration.

La mise en place de l'objectif passe par **2 priorités d'investissements**.

- **PI8.1:** L'accès à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et les personnes inactives, notamment les chômeurs de longue durée et les personnes qui se trouvent les plus éloignées du marché du travail, également grâce à des initiatives locales en faveur de l'emploi et au soutien à la mobilité professionnelle.

La PI8.1 a consommé 4.504.906,84 € au 31/12/2018 sur le budget total 8.022.490,00 €, ce qui représente un pourcentage de 56%

Chacun des projets FSE a été conçu au préalable en étroite collaboration avec l'ADEM afin de garantir une cohérence avec le programme national de lutte contre le chômage. Le FSE vient donc renforcer et compléter le programme national. Cette collaboration étroite garantit non seulement de veiller à ce que les projets répondent aux besoins de la population inscrite à l'ADEM, mais également à garantir une pérennité des projets à long terme. L'ADEM est ainsi associée dès le début du projet. Par conséquent, elle peut garantir une sélection optimale des candidats. Une telle approche a un impact très positif sur l'efficacité et l'efficience des projets FSE.

Un accent particulier est également mis sur l'insertion durable des personnes au chômage. Il s'agit de promouvoir des compétences des demandeurs d'emploi qui leur servent non seulement de tremplin pour sortir de leur situation difficile et de se rapprocher ainsi du premier marché du travail, mais il importe également de leur apporter des compétences qui leur permettent d'évoluer dans leur carrière et de construire une spirale ascendante vers l'emploi et la non-précarité.

Afin d'augmenter leurs chances d'insertion et d'identifier les compétences recherchées par le marché, une étroite collaboration a été mise en place pour chacun des projets de cet axe avec les employeurs. Dans la plupart des projets, les employeurs ont été associés à l'élaboration du contenu des formations, soit directement, soit indirectement par le service employeur de l'ADEM qui est composé de conseillers spécifiques pour les différents secteurs d'activité. Du fait de cette collaboration, un taux d'insertion très élevé peut être atteint étant donné que les entreprises sont en attente des candidats qui répondent à leurs besoins de recrutement assez spécifiques.

- **PI8.2:** L'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse.

La PI8.2 a consommé 5.304.399,23.- € au 31/12/2018 sur le budget total de 13.638.228.- €, ce qui représente un pourcentage de 39%

Il faut davantage aider les jeunes faces à une situation économique peu stable et des fluctuations considérables

sur le marché de travail. Ces efforts peuvent être entamés par le biais de la Garantie de pour la jeunesse. Celle-ci a été officiellement mise en œuvre au Luxembourg en juin 2014. Comme l'autorité de gestion FSE du Luxembourg est également coordinateur national de la Garantie pour la Jeunesse, l'élaboration des projets FSE est toujours ajustée ensemble avec les promoteurs afin de garantir une complémentarité entre l'approche nationale et l'approche européenne. Les acteurs potentiels sont informés de l'approche cohérente qui est mise en place et les projets sont orientés afin de répondre aux besoins du gouvernement. Ceci permet de veiller à ce que les concepts élaborés répondent aux besoins des jeunes demandeurs d'emploi et aux besoins des recruteurs à la fin du programme.

Fin 2018, 3815 demandeurs d'emploi âgés de moins de 30 ans ont participé aux formations et autres dispositifs d'activation et d'insertion professionnelle offertes dans le cadre des projets FSE.

2. Objectif thématique: Inclusion sociale et pauvreté

Un des objectifs 2014-2020 est de promouvoir l'inclusion sociale et de lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination. La mise en place de l'objectif passe par la PI9.1, l'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi.

La **PI9.1** a consommé 6.216.452 € au 31/12/2018 sur le budget total de 8.022.490 €, ce qui représente un pourcentage de 77%

Le marché du travail est caractérisé par une forte création d'emploi et les opportunités de recrutement sont élevées. Toutefois, nombreux sont les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM qui ne peuvent pas profiter de ce dynamisme du marché du travail, comme ils manquent les compétences techniques mais souvent même les compétences socio-professionnelles pour réussir dans une économie de plus en plus exigeante en termes de performances. Pour certains, un handicap vient en plus se rajouter à cette situation déjà très difficile, réduisant encore davantage leurs chances de retrouver un emploi.

Les projets FSE de cet axe thématique viennent donc soutenir des actions proactives en faveur de l'insertion durable de cette population bien spécifique.

Un des défis majeurs du Luxembourg en ce qui concerne le chômage consiste à aider les personnes les plus éloignées du marché du travail à retrouver le chemin vers un emploi. Par conséquent, cette thématique se concentre également sur les personnes atteintes d'un handicap, ainsi que les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale, au vu l'actualité. En effet, le nombre de demandes de protection internationale déposées à la Direction de l'Immigration reste élevé avec 2.205 demandes de protection internationale enregistrées en 2018, soit une moyenne de 183,75 demandes par mois.

Hormis les DPI, il est à relever que la société luxembourgeoise se distingue avant tout par son caractère multiculturel. La population est composée de plus de 46% de ressortissants étrangers issus de plus de 170 nationalités différentes. L'intégration et l'inclusion constituent donc un défi important pour le pays. Dans le contexte de l'afflux continu de demandeurs de protection internationale, le FSE s'est également efforcé de soutenir les actions, qui renforcent l'intégration de cette population sur le marché de l'emploi.

C'est pourquoi le FSE soutient plusieurs projets qui s'inscrivent dans un cadre stratégique et durable pour l'accueil et l'accompagnement des demandeurs de protection internationale, ainsi que pour l'intégration de tous les résidents étrangers.

S'agissant des personnes atteintes d'un handicap, celles-ci doivent pouvoir participer à tous les aspects de la vie

en société dans le respect de l'autonomie individuelle. Une société inclusive s'adapte à ses citoyens et non l'inverse, en tenant compte des spécificités de chacun, aussi dans le monde du travail. En conséquence, plusieurs projets subsidiés pour partie par le FSE, viennent également soutenir les actions proactives en faveur de l'insertion durable de ce type de population, qui se trouvent souvent face à des obstacles multiples afin de pouvoir réaliser leur parcours professionnel.

3. Objectif thématique: Education et formation

Cet objectif soulève l'investissement dans l'éducation, la formation et dans la formation professionnelle pour acquérir des compétences et pour l'apprentissage tout au long de la vie. Pour cet objectif thématique le Luxembourg a retenu une priorité d'investissement. Ceci permet de concentrer les actions en vue d'un impact plus conséquent:

PI10.1 : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises.

Les chiffres ci-après donnent un aperçu des projets retenus dans le cadre des trois appels à projets de l'année 2016 et 2017: 11 projets sélectionnés pour 3.234.300 €, dont 3 ont démarré en 2017 et 8 en 2018.

En 2018, 11 projets étaient actifs sur cet axe et ont accueilli un total de 1.128 personnes.

Le FSE soutient l'acquisition de nouvelles compétences. Dans un environnement économique de plus en plus exigeant et productif, l'acquisition de nouvelles compétences est au cœur de l'employabilité des gens. Certes les compétences initiales et les études de base sont un premier tremplin vers un emploi, mais plus important encore, la formation continue tout au long de la vie permet d'assurer que les personnes puissent évoluer dans leur carrière, s'adapter aux nouvelles technologies et aux nouveaux modes de production et ainsi éviter de devenir obsolète et de se retrouver au chômage voire même en inactivité.

Par les projets financés dans cet axe thématique, le FSE permet aux salariés de maintenir leurs compétences à un niveau élevé et de leur garantir une trajectoire professionnelle ascendante. De nouveau, une complémentarité existe entre les démarches nationales dans ce domaine et des démarches européennes.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est depuis plusieurs années en pleine évolution. En effet, il s'y opère une mutation importante et rapide des compétences techniques. Cela impose une évolution constante des compétences des salariés, qui doivent correspondre aux exigences et évolutions du marché. En conséquence, plusieurs projets subsidiés pour partie par le FSE, viennent également soutenir ces formations continues, qui permettent d'approfondir les compétences et en développer de nouvelles, afin d'assurer la pérennisation des emplois, notamment des salariés de ce secteur spécifique.

Un aspect primordial à relever aujourd'hui est la digitalisation et l'automatisation, qui touchent tous les secteurs d'activités au Luxembourg. Elles entraînent une transformation radicale des entreprises, des emplois et des compétences dans une mesure importante et une complexité sans précédent. Ce changement de paradigme nécessite de construire une approche orientée vers la demande, une vision commune, ainsi que des outils évolutifs et innovants pour mieux accompagner le développement des compétences des personnes. C'est pourquoi, plusieurs projets subsidiés pour partie par le FSE, permettent d'assurer la montée en compétence, qui permet aux travailleurs de participer activement à la transition digitale de leur entreprise.

L'éducation et la formation n'ont pas de limite d'âge. Elles aident à maîtriser les transitions entre la vie étudiante et la vie active, entre la vie de famille et la vie active, entre la vie active et la retraite. A travers ses projets, le FSE finance des projets qui donnent confiance et renforcent les personnes et offrent de nouvelles perspectives personnelles et professionnelles.

FEADER

Au 31.12.2018, le cadre de performance du PDR se présente comme suit:

Priorité 2: Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Définition des cibles:

- **Total des dépenses publiques P2**

Cible 2023 (a): 115.400.000 euros

Ajustements/Compléments (b): néant

Valeur intermédiaire 2018 (c): 25%

Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 28.850.000 euros

- **Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A) + exploitations avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR**

Cible 2023 (a): 540

Ajustements/Compléments (b): néant

Valeur intermédiaire 2018 (c): 25%

Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 135

En 2018, les dépenses de la P2 s'élèvent à un total de 28.081.153,39 euros, ce qui représente 97,34% de la cible fixée pour 2018. Depuis le début de la période, on compte 101 exploitations agricoles bénéficiaires d'un soutien pour des investissements supérieurs à 150.000 euros et 81 exploitations ont été soutenues financièrement par un plan d'entreprise pour les jeunes agriculteurs. Le tx de réalisation de 2018 est de 24,33% alors que le tx d'exploitations subventionnées atteint 33,70%. Le nombre d'exploitations bénéficiant d'un soutien pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (182 en tout) dépasse donc la valeur intermédiaire visée pour 2018 (135). Cette mesure a donc permis à plus d'exploitants de bénéficier de subventions pour investissements qu'initialement prévu.

Dans le cadre de la modification du PDR faite en 2018, une étape intermédiaire de mise en oeuvre ("KIS") sur les engagements pris en faveur de la priorité avait été proposée. La cible intermédiaire pour 2018 était fixée à 57.700.000 euros, les engagements atteints se chiffrent à 61.613.073,87 euros au 31 décembre 2018. Cette étape intermédiaire de mise en oeuvre peut donc être considérée comme atteinte.

Priorité 4: Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

- **Total des dépenses publiques P4**

- Cible 2023 (a): 236.023.327 €
- Ajustements/Compléments (b): néant
- Valeur intermédiaire 2018 (c): 60%
- Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 141.613.996,20 €

- **Terres agricoles sous contrats de gestion contribuant à la biodiversité, à l'amélioration de la gestion de l'eau et à l'amélioration de la gestion des sols et prévention de l'érosion des sols (ha)**

- Cible 2023 (a): 126.800 ha
- Ajustements/Compléments (b):
- Valeur intermédiaire 2018 % (c): 80%
- Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 101.440 ha

En 2018, 115.073,38 ha de terres ont été indemnisées sur base de mesures agro-environnementales sur les 131.040 ha de la Surface Agricole Utile du Grand-Duché de Luxembourg.

Les dépenses relatives à la priorité 4 s'élèvent à 147.604.173,03 euros, ce qui correspond à un taux de réalisation de 62,54%. La très grande majorité des dépenses se rapporte à 2 mesures: la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et l'indemnité compensatoire, qui ensemble comptent pour environ 26.000.000 euros chaque année.

Priorité 5: Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de Co2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricoles et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Définition des cibles:

- **Total des dépenses publiques P5**

- Cible 2023 (a): 2.000.000 euros
- Ajustements/Compléments (b): néant
- Valeur intermédiaire 2018 (c): 15%
- Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 300.000 euros

- **Nombre de projets réalisés "citernes de stockage pour effluents d'élevage"**

- Cible 2023 (a): 100
- Ajustements/Compléments (b): néant
- Valeur intermédiaire 2018 (c): 15%
- Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 15

La réalisation des objectifs de la P5 est possible par la mise en œuvre de la M04. Aucune réalisation est à signaler actuellement pour le compte de cette priorité. A noter qu'actuellement un seul engagement a été fait en

2019.

Le respect du cadre de performance pour la priorité P5 est voué à l'échec. La raison de cet échec réside dans la conception initiale de la mesure et du cadre de suivi et des restrictions d'audit du système de contrôle de la CE.

Au début il était prévu de calculer les capacités de stockage créées par la construction des nouvelles étables. Cependant ces citernes font partie intégrante des étables et sont considérées comme un seul projet. Il n'existe pas de possibilité de retrouver des factures séparées indiquant le coût de réalisation des citernes seul. La part financière des citernes à lisier aurait pu être estimée à partir du volume de stockage et des prix unitaires, ce qui n'était cependant pas acceptable pour les services de la CE car la trace d'audit n'aurait pas pu être garantie. Afin d'éviter une modification stratégique du programme, il a ainsi été convenu de comptabiliser à partir de l'année 2018 uniquement les projets d'investissement visant la construction de citernes à lisier indépendantes. Ce genre de projet se présente cependant très rarement ce qui explique la mauvaise performance de la priorité 5 alors même que les cibles du cadre de performance de cette priorité ont été diminuées de moitié.

Vu l'enjeu réduit, le plan d'action prévoit de maintenir le statu quo et prévoit un transfert de budget à la fin de la période de programmation tout en acceptant que la cible n'a pu être atteinte pour des raisons de conception inappropriée du suivi de la mesure. Les réalisations des citernes construites sous les étables et les capacités de stockage correspondantes peuvent être évaluées lors de l'évaluation ex-post.

Priorité 6: Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

- Cible 2023 (a): 11.141.000 €
- Ajustements/Compléments (b):
- Valeur intermédiaire 2018 % (c): 12%
- Valeur absolue de la valeur intermédiaire (a-b)*c: 1.336.920 €

Les dépenses publiques totales 2014-2020 au 31.12.2018 s'élèvent à 1.555.181,78€. Le degré d'exécution est de 13,96%, soit une augmentation de 10,03% par rapport au 31.12.2017. Ceci est donc bien conforme au cadre de performance décrit au PDR, qui prévoit un déboursement de 12% pour fin 2018.

Au 31.12.2018, il y a eu une participation privée de 10.777,91€ dans la part régionale de la mesure M19.2. et aucune participation privée dans la mesure M19.3.

En ce qui concerne la population concernée par les GAL, la cible prévue de 150.000 a été dépassée de 12,15% avec 168.225 habitants résidant dans les 60 communes LEADER en 2018, soit une augmentation de 2,55% par rapport à 2017. Il y a lieu de noter que le nombre de communes LEADER a baissé suite à des fusions.

Point 2 c):

FEDER:

En ce qui concerne les recommandations par pays, on peut affirmer que les 2 axes prioritaires contribuent, bien

que de manière modérée vu la taille très modeste de l'allocation financière, à 2 objectifs. D'une part, il y a contribution du FEDER à l'objectif national de renforcer la RDI auprès des entreprises au Luxembourg. Les investisseurs privés dans la RDI restent globalement en-dessous de l'objectif national pour 2020.

L'implémentation de certains projets phares devrait porter un effet de levier, dont notamment la mise en œuvre de la nouvelle loi, votée fin mars 2017, ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche au développement et à l'innovation. D'autre part, le FEDER contribue à 50% de son allocation financière aux mesures contre le changement climatique par le biais de cofinancement de projets tels que l'efficacité énergétique, le transport durable et promotion de la mobilité douce ainsi que la production d'énergie renouvelable.

FSE:

Depuis plusieurs années de suite, les recommandations pertinentes spécifiques se concentrent sur le taux d'emploi des personnes âgées au Luxembourg.

Leur taux d'emploi reste particulièrement bas et des mesures supplémentaires sont nécessaires pour améliorer leur employabilité et leurs possibilités sur le marché du travail.

C'est pourquoi des mesures au niveau national ont été adoptées pendant les dernières années pour assurer l'amélioration de l'employabilité des personnes âgées (45 plus) et leur participation au marché du travail.

Des exemples concrets en sont le nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée qui est en vigueur depuis juillet 2017. Autre exemple est la réforme du système de reclassement professionnel qui est en vigueur depuis le 1er janvier 2016. Et dernièrement, le stage de professionnalisation et le contrat de réinsertion-emploi sont deux mesures qui sont applicables depuis le 1er janvier 2016.

Pour que ces politiques portent leurs fruits, il est important d'offrir les possibilités de renforcement des compétences au moyen de politiques ciblées sur le marché du travail actif et des programmes d'apprentissage tout au long de la vie qui soutiennent également les travailleurs âgés. Les investissements dans le développement des compétences sont essentiels pour assurer la numérisation des entreprises et maintenir la compétitivité de celles-ci.

Par le biais de l'axe AP3 du PO du FSE (promouvoir l'acquisition de nouvelles compétences), les projets en place s'intègrent dans la politique du gouvernement luxembourgeois visant à la diversification de l'économie. Ceux-ci permettent les changements et adaptations nécessaires pour répondre aux nouveaux besoins du marché du travail, notamment en termes de connaissances et compétences requises pour les secteurs en développement, tels que ceux issus de la digitalisation. Le FSE soutient également l'apprentissage tout au long de la vie en vue d'une meilleure adaptabilité de la main-d'œuvre aux défis futurs et il favorise ainsi le maintien dans l'emploi des travailleurs âgés.

15 projets étaient actifs jusqu'au 31 décembre 2018 sur cet axe et ils ont accueilli actuellement un total de 5.890 personnes.

Point 2 d):

N/A

Point 2 e):

Voir point 2 b).

Tableau 1

Soutien utilisé pour atteindre les objectifs liés au changement climatique

Fonds	A. Soutien utilisé pour atteindre les objectifs liés au changement climatique dans l'accord de partenariat	B. Soutien utilisé pour atteindre les objectifs liés au changement climatique (1)	Pourcentage du soutien utilisé par rapport à l'accord de partenariat (% B/A)
FSE	2 000 000,00	1 974 800,00	98,74%
FEDER	7 276 418,20	5 945 823,64	81,71%
FC			
FEAMP			
FEADER	65 273 975,00	35 115 310,53	53,80%
Total	74 550 393,20	43 035 934,17	57,73%

(1) Soutien cumulé, en euros, sur la base des dépenses éligibles à la date de clôture du 31 décembre de l'année précédente

(2) Cela inclut également les ressources de l'IEJ (dotation spécifique en faveur de l'IEJ et soutien correspondant du FSE).

Tableau 2

Pour le rapport de 2019 uniquement - Réalisation des valeurs intermédiaires fondées sur l'analyse de l'État membre

Programme	Priorité	Fonds (1)	Catégorie (2) de région	Objectif thématique (2)	Réalisation des valeurs intermédiaires (oui/non)	Soutien de l'Union
2014LU05SFOP001	AP1	FSE	Plus développées	Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre	Oui	10 830 359,00
2014LU05SFOP001	AP2	FSE	Plus développées	Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	Oui	4 011 245,00
2014LU05SFOP001	AP3	FSE	Plus développées	Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie	Oui	4 011 245,00
2014LU06RDNP001	P2	FEADER			Oui	30 350 200,00
2014LU06RDNP001	P4	FEADER			Oui	62 074 135,00
2014LU06RDNP001	P5	FEADER			Non	526 000,00
2014LU06RDNP001	P6	FEADER			Oui	6 684 600,00
2014LU16RFOP001	1	FEDER	Plus développées	Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation	Oui	9 166 130,00
2014LU16RFOP001	2	FEDER	Plus développées	Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone dans tous les secteurs	Oui	9 166 129,00

(1) Aux fins du présent tableau, l'IEJ (dotation spécifique et soutien correspondant du FSE) est considérée comme un Fonds.

(2) Sans objet pour le Feader et le FEAMP.

3. POUR LE RAPPORT DE 2017 UNIQUEMENT — ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE APPLICABLES ÉNONCÉES DANS L'ACCORD DE PARTENARIAT [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT C), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Conditions ex ante générales non respectées dans l'accord de partenariat

Critères non respectés des conditions ex ante générales dans l'accord de partenariat

Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Respectée	Date prévue pour la mise en œuvre complète des actions restantes
-------------	---	-----------	--

Conditions ex ante générales non respectées dans l'accord de partenariat

Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables Ce tableau sur les actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables est pré-rempli avec les données de l'AP si ces données sont présentées sous forme structurée dans l'AP.

Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Mesure prise	Délai	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Commentaire
-------------	---	--------------	-------	-------------------------	--------------------------------	-------------

Conditions ex ante thématiques non respectées dans l'accord de partenariat
Critères non respectés des conditions ex ante thématiques dans l'accord de partenariat

Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Respectée	Date prévue pour la mise en œuvre complète des actions restantes
-------------	---	-----------	--

Conditions ex ante thématiques non respectées dans l'accord de partenariat

Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables Ce tableau sur les actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales thématiques est pré-rempli avec les données de l'AP si ces données sont présentées sous forme structurée dans l'AP.

Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Mesure prise	Délai	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Commentaire
-------------	---	--------------	-------	-------------------------	--------------------------------	-------------

Conditions ex ante générales non respectées dans le(s) programme(s) opérationnel(s).

Critères non respectés des conditions ex ante générales dans le(s) programme(s) opérationnel(s). Veuillez remplir ces tableaux si vous avez eu recours à l'option liée aux conditions ex ante prévue à l'art. 111, paragraphe 4, deuxième alinéa du règlement (UE) n° 1303/2013

Programme	Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Respectée	Date prévue pour la mise en œuvre complète des actions restantes
-----------	-------------	---	-----------	--

Conditions ex ante générales non respectées dans le(s) programme(s) opérationnel(s).

Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables Ce tableau sur les actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables est pré-rempli avec les données du PO si ces données sont présentées sous forme structurée dans le PO.

Programme	Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Mesure prise	Délai	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Commentaire
-----------	-------------	---	--------------	-------	-------------------------	--------------------------------	-------------

Conditions ex ante thématiques non respectées dans le(s) programme(s) opérationnel(s).

Critères non respectés des conditions ex ante thématiques dans le(s) programme(s) opérationnel(s). Veuillez remplir ces tableaux si vous avez utilisé la possibilité liée aux conditions ex ante prévue à l'art. 111, paragraphe 4, deuxième alinéa du règlement (UE) n° 1303/2013

Programme	Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Respectée	Date prévue pour la mise en œuvre complète des actions restantes
-----------	-------------	---	-----------	--

Conditions ex ante thématiques non respectées dans le(s) programme(s) opérationnel(s).

Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables Ce tableau sur les actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables est pré-rempli avec les données du PO si ces données sont présentées sous forme structurée dans le PO.

Programme	Con ex ante	Critères non respectés dans le programme opérationnel	Mesure prise	Délai	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Commentaire
-----------	-------------	---	--------------	-------	-------------------------	--------------------------------	-------------

4. MISE EN ŒUVRE DES MÉCANISMES QUI ASSURENT LA COORDINATION ENTRE LES FONDS ESI ET D'AUTRES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT EUROPÉENS ET NATIONAUX, AINSI QU'AVEC LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI) [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT D), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

- a) Analyse de la mise en œuvre des mécanismes de coordination définis dans l'accord de partenariat et, le cas échéant, des éventuels problèmes rencontrés lors de leur mise en œuvre.
- b) Le cas échéant, description des mécanismes de coordination ajustés et des nouveaux mécanismes de coordination.
- c) Autres éléments, le cas échéant.

Depuis la période de programmation 2007-2013, un "**Comité de concertation**", regroupant les autorités de gestion des fonds structurels au Luxembourg, a été instauré. Le rôle de coordination relève de l'AG Feder du Ministère de l'Economie.

Il est constitué de représentants du Ministère de l'Economie, du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, du Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire et du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du développement rural, en charge des programmes communautaires FEDER, FSE et FEADER au Luxembourg.

En 2017, le Comité de concertation s'est réuni d'abord le 27 janvier 2017. Les sujets à l'ordre du jour étaient le debriefing de la Présidence luxembourgeoise 2015, la clôture comptable et financière des différents programmes de la période 2007-2013, l'avancement de la période 2014-2020, la préparation d'un Event conjoint FEDER-FSE, discussion sur la représentation des fonds au niveau de la représentation permanente à Bruxelles, préparations de réunions avec l'OLAI ainsi que du groupe AFCOS.

Le 20 octobre 2017, le comité de concertation s'est réuni pour préparer la rencontre avec les représentants de la Commission en fin d'année, discuter l'état d'avancement de la période 2014-2020, discuter et rendre compte des audits des projets et préparer la clôture des comptes 2018. Il faudra encore mentionner, que dans le cadre de la rédaction du rapport d'avancement 2017, divers membres du Comité de concertation se sont rencontrés de manière informelle entre début juin et fin avril. En ce qui concerne les réunions du comité de concertation antérieures à l'année 2017, prière de se référer au rapport d'avancement 2017.

En 2018, le comité de concertation s'est réuni à 4 reprises, à savoir le 27 juin, le 30 août, le 18 octobre et le 22 novembre. Lors des 2 premières réunions, le comité de concertation a abordé les discussions, orientations et débats sur la future politique régionale, ainsi que sur la préparation du nouveau cadre financier pluriannuel post 2020.

Le 18 octobre 2018, les membres du comité de concertation ont discuté sur la nouvelle réglementation générale post 2020 et les possibilités de synergies entre le FSE et l'AMIF, ont préparé la rencontre avec le "Conseil économique et social - CES " (présentation de l'avancement matériel et financier des différents programmes (FEDER, FSE, Interreg, ESPON, Urbact et Interact) et discussions sur la nouvelle période de programmation 2021-2027) et ont finalement désigné un nouveau "*National Communication Officer*" pour le Luxembourg, en l'occurrence, Madame Valeria Knepper-Berrini du FSE.

La dernière réunion du comité de concertation le 22 novembre 2018 a eu lieu pour préparer le "Conseil Affaires Générales" (CAC) du 30 novembre 2018 à Bruxelles.

Le 31 janvier 2019, le comité de concertation s'est réuni une première fois pour préparer, entre autres, le rapport d'avancement 2019 en ce qui concerne l'accord de partenariat. D'autres sujets à l'ordre du jour étaient l'avancement de la négociation du nouveau règlement général post 2020, réflexions sur la création d'un poste auprès de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE pour représenter les différents fonds, ainsi que la rédaction d'une partie du PNR luxembourgeois.

Le 3 juillet 2019, le Comité s'est réuni exclusivement pour rédiger et analyser les différentes contributions du rapport d'avancement par fonds. Les responsables de chaque programme/fonds ont finalement rédigé leurs propres contributions pour les différentes parties du présent rapport et l'Autorité de gestion du FEDER s'est chargée de la consolidation et de l'input dans l'outil de reporting SFC2014.

5. MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL, OU BIEN, EN RÉSUMÉ, DES APPROCHES INTÉGRÉES FONDÉES SUR LES PROGRAMMES, Y COMPRIS DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES FIXÉS EN MATIÈRE DE COOPÉRATION [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT E), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

a) Commentaire général et analyse.

Pour le programme **INTERREG V A Grande Région**, comme précisé dans le chapitre 4 du programme de coopération, l'approche intégrée de développement territorial est notamment mis en œuvre par des initiatives transfrontalières existantes.

Ainsi, deux projets du GECT Alzette-Belval sont cofinancés par ce programme de coopération transfrontalière dans le domaine de la mobilité douce transfrontalière, ainsi que dans le domaine de l'inclusion sociale.

Par ailleurs, le programme cofinance le projet du « Schéma de développement territorial de la Grande Région », dont l'objectif est la définition d'une stratégie de développement territorial commune pour l'ensemble de la Grande Région.

b) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 — Vue d'ensemble de la mise en œuvre du développement local mené par les acteurs locaux.

Pendant la période de programmation 2014-2020, le **développement local LEADER** reste une partie intégrante du **Programme de Développement Rural (PDR)**. Il est programmé sous la priorité 6 « Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique » et le domaine prioritaire b « Promouvoir le développement local dans les zones rurales ». Le développement local est mené par des groupes d'action locale (GAL) fondés sur le partenariat avec des représentants des intérêts socioéconomiques locaux publics et privés.

Le développement local LEADER mené par les acteurs locaux s'effectue au moyen de stratégies intégrées et multisectorielles de développement local. Il est conçu à la lumière du potentiel et des besoins locaux et intègre des aspects innovants dans le contexte local ainsi que le réseautage et la coopération.

Budget réservé au développement local LEADER

Dans le cadre du développement local LEADER, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (MAVDR) accorde une aide financière aux GAL pour mettre en œuvre des stratégies de développement local intégrées.

L'aide financière vise les mesures suivantes:

- les opérations dans le cadre des stratégies de développement local;
- la préparation et la mise en œuvre des opérations de coopération;
- les frais de fonctionnement et d'animation des groupes d'action locale.

Le budget total réservé à l'approche LEADER 2014-2020 est de 15 millions d'euros avec une participation publique (FEADER et Etat) de 10,7 millions d'euros.

En raison des expériences faites au cours des dernières périodes de programmation, les GAL sont appelés à favoriser davantage la coopération entre les régions rurales au Luxembourg (coopération interterritoriale) et surtout la coopération avec des GAL issus d'autres Etats membres de l'Union européenne (coopération transnationale).

GAL LEADER 2014-2020

En juin 2014, le Ministère a lancé un appel public de candidatures pour la sélection des nouveaux GAL 2014-2020. Ainsi, l'année 2014 a été surtout marquée par l'élaboration des nouvelles stratégies de développement local pour la période LEADER 2014-2020. De nombreuses réunions d'information, de concertation et de discussion, des séminaires grand-public et des ateliers de travail ont été organisés à ce sujet dans les différentes régions LEADER. Suite à la remise des dossiers de candidature début octobre, un comité de sélection comprenant des représentants de différents ministères concernés par les thèmes et objectifs de LEADER s'est réuni en décembre afin d'évaluer et de sélectionner les stratégies.

En 2015, les nouveaux GAL ont été constitués au niveau régional. De nombreuses entrevues avec des porteurs de projets potentiels ont eu lieu afin de discuter et de concrétiser les nouvelles idées de projets LEADER.

En 2016, les stratégies de développement local ont été présentées de façon officielle dans les 5 régions LEADER en présence de Monsieur le Ministre suite à l'entrée en vigueur de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales et l'approbation des stratégies de développement local conformément à la décision du comité de sélection.

L'année 2017 a été marquée par la mise en œuvre concrète des nouveaux projets LEADER 2014-2020 dans les différents GAL ainsi que par l'organisation de la conférence européenne LINC « LEADER Inspired Network Community » à Vianden du 9 au 11 mai 2017. Plus de 300 participants issus de 19 pays membres de l'Union européenne étaient présents et ont souligné le grand succès de cette conférence.

Au 31.12.2018, 76 projets au total ont été engagés pour la période LEADER 2014-2020, dont 58 projets régionaux, 8 projets de préparation d'une coopération transnationale, 5 projets de coopération interterritoriale et 5 projets de coopération transnationale. L'engagement financier public total 2014-2020 au 31.12.2018 s'élève à 8.576.998,25€.

Les GAL cofinancés pendant la période de programmation LEADER 2014-2020 sont les suivants:

- le GAL Éislek avec 39 membres, dont 16 communes (722,10 km²; 37.682 habitants), 1 syndicat intercommunal, 2 parcs naturels, 1 office social régional et 19 organisations
- le GAL Atert-Wark avec 31 membres, dont 11 communes (278,59 km²; 19.038 habitants), 1 syndicat intercommunal, 1 lycée, 1 office social régional et 17 organisations
- le GAL Regioun Mëllerdall avec 32 membres, dont 12 communes (296,06 km²; 25.542 habitants), 1 syndicat intercommunal et 19 organisations
- le GAL Miselerland avec 48 membres, dont 14 communes (260,78 km²; 38.932 habitants), 1 lycée, 1 service national et 32 organisations
- le GAL Lëtzebuerg West avec 26 membres, dont 7 communes (181,84 km²; 30.362 habitants), 1 service national et 18 organisations

LEADER 2014-2020 se résume comme suit:

- 5 GAL
- 60 communes
- 11 autres partenaires publics
- 105 organisations du secteur privé
- 151.556 habitants
- 1.739,37 km²

Une carte géographique présentant les régions LEADER 2014-2020 est annexée à ce rapport d'avancement dans la rubrique "Documents".

c) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 — Vue d'ensemble de la mise en œuvre des investissements territoriaux intégrés, le cas échéant.

En ce qui concerne le **programme opérationnel FEDER "Investissement pour la croissance et l'emploi" 2014-2020**, l'autorité de gestion a décidé de **mettre en place** des actions intégrées de développement urbain durable sous forme d'**un investissement territorial intégré (ITI)** suivant l'article 36 du règlement (UE) n°1303/2013.

Initialement, le PO s'était fixé sur le bassin minier du sud du pays, avec une attention particulière pour l'ancienne friche industrielle d'Esch-Belval. Cependant cette zone ayant bénéficié de divers cofinancements FEDER lors des précédentes programmations et la valorisation et la dynamisation du site étant bien développées depuis, l'autorité de gestion, en accord avec le Département de l'Aménagement du Territoire du MDDI, a envisagé des sites alternatifs.

Il importait donc de constituer des centres urbains alternatifs et, vu les résultats du 1er appel à projets FEDER, le choix s'est orienté vers la Ville de Dudelange, ancien bastion industriel du pays se trouvant en pleine restructuration et ayant développé un dynamisme et une diversité importante avec une forte croissance démographique. Dudelange est la 4ème ville la plus importante du Luxembourg, elle compte une population de plus de 20.000 habitants avec une population étrangère de plus de 40%. On y rajoute un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale.

En effet, lors du 1er appel à projets, lancé en novembre 2015 et clôturé en février 2016, 11 projets ont été présentés au comité dont 2 projets étaient localisés sur le territoire de la Ville de Dudelange rentrant dans sa stratégie urbaine, à savoir les projets « *Validation du potentiel de géothermie profonde à Dudelange par sondage à moyenne profondeur* » du porteur de projet « Fonds pour le développement du logement et de l'habitat » et le projet « *Aménagement d'un Shared Space "Niddeschgaass" à Dudelange* » de la Ville de Dudelange.

La **Ville de Dudelange** a souhaité faire appel à l'instrument territorial « ITI » dans le cadre de sa stratégie de développement urbain, tel qu'adopté dans le PO.

Une convention de délégation de mission entre l'Autorité de gestion FEDER et la Ville de Dudelange a été signée en date du 6 décembre 2016. Celle-ci désigne la Ville de Dudelange comme structure de gouvernance. La structure de gouvernance retenue a pour seule mission la sélection des opérations "ITI". Le budget FEDER retenu pour soutenir la stratégie ITI a été fixé à 1.170.144,00.- €.

Le projet "**Validation du potentiel de géothermie dans les couches souterraines du Sud du Luxembourg**", introduit par le "Fonds de logement" en partenariat avec l'Université du Luxembourg, relève de **l'axe prioritaire 1 (R&D)**. Le projet a été réalisé en 2017 et 2018 et le coût total est estimé à 504.802,90.- € avec un taux de cofinancement FEDER de 40%, soit 201.921,00.- €. Un premier contrôle des dépenses sera réalisé par l'autorité de gestion fin 2019.

Selon le rapport technique réalisé début 2019 par un bureau d'études d'ingénieurs-conseils, les opérations de forage ont été réalisées par l'entreprise de forage "Vormann" ainsi que son sous-traitant "Stölben", tous deux assistés par la société "Geopartner". Les opérations se sont déroulées en deux temps.

En premier lieu, le forage carotté a été réalisé par la société Stoelben jusque 165,3 m. Les opérations ont ensuite été poursuivies par la société Vormann en forage destructif jusque 429 m. L'équipement du puits, complété de l'installation du câble à fibre optique destiné au test ETRT-EGRT, a également été réalisé par l'entreprise Vormann, dans la foulée des mesures diagaphiques. Une description

lithologique détaillée des terrains rencontrés par forage a été réalisée par le Service Géologique du Luxembourg. Les mesures diagraphiques ont été réalisées par la société LIM Logging SA jusqu'à une profondeur finale de 427m.

Finalement un test de réponse géothermique (ETRT-EGRT) a été réalisé par l'Université de Bochum (Internationales Geothermiezentrum GZB – GTC Kappelmeyer GmbH). Pour les besoins du test, le puits a été équipé d'un câble hybride de mesure de température par fibre optique jusqu'à 427 m.

La Ville de Dudelange envisage l'utilisation de la géothermie profonde à moyenne énergie dans le cadre de la construction d'un complexe de logements « *zéro émission* ». Ce projet s'inscrit en effet dans la partie-Sud-Est du graben permien du Luxembourg, qui s'avère être la zone la plus prometteuse en terme de potentiel géothermique profond. Dans ce contexte, les grès du *Bundsandstein*, entre 800 et 1.000 m de profondeur devraient constituer un excellent aquifère dont les eaux avoisineraient ici les 50°C. Cette température s'avère plus élevée que la température normale à ces profondeurs. Il est donc envisagé d'utiliser cette chaleur avec un système géothermique eau/eau (pompage/réinjection).

La réalisation d'un forage géothermique dans l'optique d'un réseau de chaleur implique néanmoins des coûts non-négligeables en terme d'investissements. De plus, il nécessite que des débits d'eau souterraine importants soient disponibles au pompage. L'installation fonctionne en effet à système ouvert, à savoir un pompage de l'eau chaude du sous-sol suivie d'une réinjection de cette même eau une fois refroidie. Un échangeur assure alors le transfert thermique vis-à-vis du réseau de chaleur résidentiel. L'inconnue demeure donc ici le débit capable du forage profond et le fait que celui-ci soit suffisant pour la mise en place d'un réseau de chaleur.

En conclusion, en tenant compte aussi de la conductivité thermique réalisée par le test de réponse géothermique ETRT, une réalisation d'un champ de sondes verticales en boucle fermée serait potentiellement à envisager, voire à privilégier, pour permettre d'exploiter le potentiel en géothermie, tout en réduisant les coûts.

Le **projet « Shared Space – Niddeschgaass »**, est un projet de réaménagement durable du Centre-ville de Dudelange en zone de rencontre. Le projet a été introduit par la Ville de Dudelange et relève de **l'axe prioritaire 2**. Le projet est prévu pour une durée de 57 mois allant du 21/03/2016 au 31/12/2020. Le coût total est estimé à 3.130.000,00.- € avec un cofinancement FEDER plafonné à 968.223,00.- €. Les premières dépenses éligibles ont été certifiées fin 2017 par l'AG (CT: 776.046.- €). Il s'agissait de la 1^{ère} phase du projet. Une 2^e phase sera réalisée en 2018/2019.

**c bis) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) i), du règlement (UE) n° 1303/2013 —
Vue d'ensemble de la mise en œuvre des actions intégrées en faveur du développement urbain
durable.**

idem que question 5.c.

d) En relation avec l'article 15, paragraphe 2, point a) ii), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre des stratégies macrorégionales et de bassins maritimes.

Non applicable au Luxembourg.

e) En ce qui concerne l'article 15, paragraphe 2, point a) iii), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre de l'approche intégrée pour répondre aux besoins des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus exposés au risque de discrimination ou d'exclusion.

- Description des mesures prises pour répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus exposés au risque de discrimination ou d'exclusion.
- Description des résultats obtenus en répondant aux besoins de ces zones géographiques/groupes cibles.

S'il existe des situations différenciées au sein du territoire luxembourgeois, notamment en matière d'emploi, de logement et de services, des disparités ne correspondent pas aux « *zones géographiques les plus touchées par la pauvreté* » visées par la présente section.

De même, si certains groupes de population connaissent des difficultés supérieures à la moyenne en matière de formation, d'emploi ou de logement (jeunes familles, personnel non-qualifié, étudiants issus de l'immigration), leurs besoins spécifiques font l'objet de mesures spécifiques principalement au travers du PO FSE ou de politiques nationales.

Une approche intégrée pour de telles zones ou de tels groupes cibles n'est donc pas retenue pour le Luxembourg.

f) En ce qui concerne l'article 15, paragraphe 2, point a) iv), du règlement (UE) n° 1303/2013, le cas échéant, vue d'ensemble de la mise en œuvre des mesures prises pour répondre aux défis démographiques des zones qui souffrent de handicaps naturels ou démographiques graves et permanents.

Non applicable au Luxembourg.

6. LE CAS ÉCHÉANT, MESURES PRISES POUR RENFORCER LA CAPACITÉ DES AUTORITÉS DES ÉTATS MEMBRES ET DES BÉNÉFICIAIRES À ADMINISTRER ET À UTILISER LES FONDS ESI [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT F), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

L'implémentation d'un **portail commun** des programmes FEDER, FSE et INTERREG, intitulé **www.fonds-europeens.public.lu**, constitue une porte d'entrée pour chaque bénéficiaire souhaitant obtenir toutes sortes d'informations portant sur les programmes des fonds structurels européens au Luxembourg.

Ce portail regroupe les principaux fonds structurels européens gérés au Luxembourg, en l'occurrence: le FEDER, le FSE, le FEADER, le FEAD, l'AMIF et l'ISF.

Dorénavant, le portail www.fonds-europeens.public.lu constitue un instrument incontournable d'information et de communication et répond aux objectifs suivants :

- fournir des informations sur l'ensemble des programmes opérationnels FEDER (programmes INTERREG, ESPON, URBACT ET INTERACT inclus) et FSE au Luxembourg ;
- instauration de liens directs vers les programmes FEADER, FEAD, AMIF et ISF;
- informer les bénéficiaires potentiels sur les possibilités de financement au titre des différents programmes opérationnels;
- assurer auprès des citoyens de l'Union la publicité, du rôle et des réalisations de la politique des fonds structurels européens;
- accroître et garantir la transparence envers le grand public, les porteurs et la Commission européenne;
- fournir une liste des opérations qui est mise à jour au moins tous les six mois;
- offrir aux porteurs de projet potentiels et effectifs une large palette d'informations et des documents téléchargeables.

Pour le programme FSE:

En 2015, une nouvelle plateforme informatique a été développée pour le FSE et est pleinement opérationnelle depuis 2016. Elle permet de gérer efficacement l'ensemble des projets FSE: dépôt et gestion des candidatures, saisie et dépôt des rapports semestriels, gestion des contrôles, gestion des comités de pilotage, génération des paiements, stockage et échange des documents concernant le projet.

Les domaines gérés par la plateforme concernent :

1. L'aspect financier: suivi de la consommation budgétaire et exécution des remboursements aux promoteurs.
2. Le suivi des activités du projet, notamment via un système d'indicateurs.
3. La maîtrise du profil des participants aux activités du projet. Il y également eu lieu à la mise en place d'un système de coûts simplifiés (OCS) qui a spécialement été conçu par l'AG afin de répondre aux demandes formulées auparavant par des promoteurs potentiels réclamant une simplification administrative de la gestion des projets. L'option la plus utilisée est le « coût unitaire ». L'unité la plus utilisée est « le demandeur d'emploi accompagné » ou le « salarié formé ». L'utilisation des options de coût simplifié, facilite ainsi la gestion administrative du projet ainsi que les opérations de contrôle.

Une enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires a montré que la mise en place de cette nouvelle

plateforme a permis de considérablement réduire la charge administrative.

La mise en place de cet outil a permis une simplification accrue des différentes procédures du cycle de vie d'un projet. Cette « digitalisation » favorise notamment la mise en œuvre des principes once only et no (more) paper.

En 2017 et 2018, les développements ont été poursuivis et la plateforme a été constamment élargie de nouvelles fonctionnalités comme p.ex. un système de messagerie permettant des échanges directs et la génération de messages automatisés.

Il y a également lieu de citer le développement d'espaces spécifiques pour l'Autorité de certification et l'Autorité d'audit. Ceux-ci leur permettent d'effectuer de façon simplifiée leurs contrôles prévus et d'avoir un accès centralisé à toutes les données disponibles.

Pour le programme FEDER:

Depuis 2015, l'autorité de gestion FEDER a instauré et amélioré sans cesse sa plateforme de gestion informatique sécurisée, permettant de gérer et de suivre chaque projet en ligne et directement avec le bénéficiaire, particulièrement la possibilité de créer et de gérer la transmission des données financières et des demandes de paiement à la CE. Ceci permet un traitement plus rapide des documents et des demandes des bénéficiaires.

Depuis le début de la période 2014-2020, les membres de l'autorité de gestion FEDER ont régulièrement visité des formations, réunions et conférences portant sur les nouvelles réglementations européennes en vigueur, notamment sur les aides d'Etat, les marchés publics, les mesures anti-fraudes, les méthodes d'évaluation et les mesures de publicité et de communication.

Afin de renforcer l'équipe de l'autorité de gestion, notons que 2 assistants techniques ont été engagés pour le programme FEDER "Investissement pour la croissance et l'Emploi" 2014-2020, en l'occurrence 1 juriste et 1 économiste.

Pour le programme FEADER:

L'Autorité de gestion du FEADER a mis en place une plateforme informatique de communication avec les bénéficiaires, regroupant toutes les informations relatives aux différents régimes d'aide ainsi que les formulaires de demande correspondants.

Le site internet appelé « *Portail de l'Agriculture* » renseigne ainsi par mesure d'aide sur:

- les objectifs de la mesure ;
- les moyens financiers mis en oeuvre ;
- les critères d'éligibilité ;
- les taux d'aide ;

- les publications et évaluations relatifs au régime d'aide ;
- les formulaires de demande ;
- les bases légales.

Le portail a été mis en ligne au début de l'année 2018.

L'Autorité de gestion a fait des efforts considérables afin de garantir une meilleure gestion des mesures d'aides. Ainsi elle a développé davantage le service responsable du système d'information géographique, l'unité de contrôle et le service d'évaluation et de suivi du PDR.

Pour la coopération territoriale européenne (CTE):

Des points de contact ont été mis en place qui sont les premiers interlocuteurs des bénéficiaires lorsque ceux-ci souhaitent monter un projet. Les points de contact renseignent les bénéficiaires potentiels concernant les règles et le fonctionnement des programmes et assistent les opérateurs dans le montage de leurs dossiers. Le Luxembourg a mis en place un point de contact pour chaque programme INTERREG auquel il participe, à savoir le programme INTERREG V A Grande Région, INTERREG North West Europe et INTERREG Europe.

En coopération avec l'Institut national d'administration publique (INAP), une formation sur une journée complète à destination des agents de l'Etat et des administrations communales sur l'utilisation des programmes de coopération territoriale européenne a été organisée. La formation a mis en avant le contenu des différents programmes, les modalités de participation ainsi que des exemples de bonne pratique de projets déjà réalisés. En outre, les participants ont pu travailler en petit groupes sur l'élaboration d'une demande de concours.

Dans le cadre du programme INTERREG V A Grande Région, des séminaires sur les dépenses éligibles et le contrôle de premier niveau ont été organisés pour les bénéficiaires luxembourgeois. Les séminaires ont servi d'expliquer en détail les règles des dépenses éligibles ainsi que les méthodes de présentation des justificatifs au contrôle de premier niveau. Des explications sur le système électronique d'échange de données ont également été fournies.

Le point de contact des programmes Interreg NWE et Interreg Europe contribue aux séminaires pour les bénéficiaires, organisés par les deux programmes.

Pour le programme Interreg NWE, un séminaire de développement de projets avec plus de 200 participants a eu lieu au Luxembourg.

Les membres de l'autorité de gestion et du secrétariat conjoint des programmes INTERREG V A Grande Région, Interreg NWE et Interreg Europe participent régulièrement à des formations afin de renforcer les capacités internes d'administration. Dans ce contexte, notamment les formations proposées par le programme INTERACT sont suivies.

Afin de faire face aux exigences de la e-cohesion et dans le contexte de la mise en place du système électronique d'échange de données, une personne supplémentaire initialement non-prévue a été embauchée dans le cadre du programme INTERREG V A Grande Région. Le programme a continué à renforcer sa dotation en personnel en embauchant aussi une personne supplémentaire pour la gestion

des projets.

7. MESURES PRISES ET PROGRÈS ACCOMPLIS EN CE QUI CONCERNE LA RÉDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE PESANT SUR LES BÉNÉFICIAIRES [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT G), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Pour le programme FSE:

Travaux informatiques:

La plateforme FSE a bénéficié à travers les dernier mois du développement de nouvelles fonctionnalités, pour permettre de réduire davantage la charge administrative et optimiser le déroulement des projets, ainsi que leur suivi :

- Publipostage des conventions FSE et des conventions relatives à la contrepartie nationale prise en charge par le Ministère
- Les contrôles de l'Autorité d'audit sont coordonnés via la plateforme et centralisés sur celle-ci
- Des tableaux de bord ont été mis en place au niveau des projets et du programme
- Un système de messagerie centralisé a été mis en place (gestion de rappels/informations automatiques, possibilité d'échanger directement)
- Une bibliothèque a été réalisée pour le stockage centralisé des documents pertinents (manuel d'instruction, logos FSE, etc.).

Les grands principes poursuivis par ce développement sont notamment l'unicité de l'information, le once only, le no (more) paper et bien évidemment la simplification administrative.

Pour le programme FEDER:

Pour la période de programmation 2014-2020, l'autorité de gestion a organisé le système de gestion et de contrôle de telle sorte que les exigences et les charges administratives des bénéficiaires se limitent principalement à la réglementation communautaire et aux normes d'audit internationalement reconnues.

Le but est de parvenir à un équilibre raisonnable et proportionnel entre les charges, les coûts de gestion et de contrôle et les risques encourus. Depuis le démarrage du PO, l'autorité de gestion FEDER a simplifié et réduit les charges administratives suivantes :

- Possibilité de téléchargement de tous les documents FEDER sur Internet -> Accès simplifié et rapide à tous les documents FEDER -> www.fonds-europeens.public.lu
- Possibilité d'envoyer tous les documents FEDER via une plateforme de gestion informatique, conçue ensemble avec le FSE, garantissant l'identification du bénéficiaire (signature électronique LUXTRUST) -> Transmission et traitement plus rapide des documents et des demandes du bénéficiaire et réduction des coûts administratifs
- Simplification des règles d'éligibilité nationales, notamment la simplification des coûts -> Réduction et minimisation du risque d'inéligibilité des dépenses en prenant uniquement en compte les règles d'inéligibilité de la CE
- Organisation d'un seul contrôle annuel sur place par projet/bénéficiaire (au lieu de 2) -> Gain de temps pour le bénéficiaire et l'autorité de gestion

- Amélioration du guide de l'utilisateur pour le bénéficiaire téléchargeable sur le site Internet -> Amélioration des informations, des conditions de participation et de la réglementation nationale et européenne portant sur le FEDER
- Limitation d'une seule réunion annuelle de l'autorité de gestion avec le bénéficiaire (au lieu de 2-3) -> Gain de temps pour le bénéficiaire et l'autorité de gestion
- Consultation sur Internet et téléchargement de la liste des définitions des indicateurs de réalisation CE communs -> Eviter les erreurs d'interprétation et de comptabilisation au niveau des indicateurs de réalisation communs de la CE

Pour le programme FEADER :

Malgré la complexité des règles de gestion du Feader et le suivi de ses dépenses, l'autorité de gestion a essayé d'introduire des simplifications.

Dès la conception du PDR, l'autorité de gestion a veillé à réduire les critères d'éligibilité et les critères spécifiques, tout en essayant d'adapter davantage les mesures aux pratiques agricoles pour ainsi encourager la participation des agriculteurs aux différentes mesures.

Afin de faciliter l'introduction des demandes et la gestion de certaines mesures agro-environnementales (MAE), le système d'information géographique a été développé afin d'intégrer tous les éléments de structure. Par ailleurs, le site internet www.geoportail.lu permet aux bénéficiaires d'accéder directement aux informations permettant de localiser les parcelles agricoles dans diverses zones de protection de la nature ou de l'eau, information indispensable pour établir l'éligibilité de certaines MAE.

Signalons à cet endroit également le développement de brochures d'information sur les mesures du PDR ainsi que la mise en place du Portail de l'Agriculture qui regroupera toutes les informations nécessaires aux bénéficiaires afin de faciliter la mise en œuvre des mesures. Sur ce site seront disponibles tous les formulaires de demande ainsi que toutes les explications nécessaires à garantir le respect des engagements. L'indication des coordonnées des personnes de contact assurera également le lien avec les gestionnaires en cas de besoin d'assistance.

Pour l'année 2019 la déclaration des surfaces, qui est la base de nombreuses mesures d'aides du PDR est pour la première fois intégralement disponible sous forme électronique.

Pour la coopération territoriale européenne (CTE)

Tous les programmes utilisent pour la gestion des projets des systèmes électroniques d'échanges de données qui permettent de simplifier les démarches administratives pour les bénéficiaires et notamment la transmission de documents et de justificatifs. Par ailleurs, les programmes INTERREG ont recours aux options des coûts simplifiés en prévoyant notamment la possibilité de l'utilisation de forfaits.

8. RÔLE DES PARTENAIRES VISÉS À L'ARTICLE 5 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013 DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT H), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

- a) Description et analyse du rôle des partenaires sélectionnés dans la préparation du rapport d'avancement, en ce qui concerne l'accord de partenariat.
- b) Description et analyse de la participation des partenaires sélectionnés à la mise en œuvre des programmes, notamment de leur participation aux comités de suivi des programmes.
- c) Autres éléments, le cas échéant.

a) Description et analyse du rôle des partenaires sélectionnés dans la préparation du rapport d'avancement, en ce qui concerne l'accord de partenariat:

Pour les programmes FEDER, FSE et FEADER:

Le 31 janvier 2019, le comité de concertation, regroupant les autorités de gestion des fonds structurels européens, dont le rôle de coordinateur relève de la compétence de l'autorité de gestion FEDER du Ministère de l'Economie, s'est réuni une première fois pour préparer, entre autres, le rapport d'avancement 2019 en ce qui concerne l'accord de partenariat. Les responsables de chaque programme/fonds ont finalement rédigé leurs propres contributions pour les différentes parties de ce rapport.

b) Description et analyse de la participation des partenaires sélectionnés à la mise en œuvre des programmes, notamment de leur participation aux comités de suivi des programmes.

Pour le programme FSE:

Le comité de suivi du FSE est chargé du suivi de la mise en œuvre du programme. Il se réunit au moins une fois par an et se livre à un examen du programme sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs. Le comité examine les questions ayant une incidence sur la réalisation du programme et il est consulté sur toute modification du programme proposée par l'Autorité de gestion.

Le comité de suivi est composé des membres de l'Autorité de gestion, d'un représentant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, deux représentants du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dont un représentant du FEAD, d'un représentant du Ministère de l'Égalité des chances, d'un représentant du Ministère de l'Économie (FEDER), deux représentants du MDDI (dont un représentant des INTERREG A, B et C et un représentant du département des Travaux publics, de deux représentants des organisations syndicales et de deux représentants des organisations patronales et des représentants de la société civile.

Le comité de suivi examine les questions ayant une incidence sur la réalisation du programme et est consulté sur toute modification du programme proposée par l'autorité de gestion.

Le comité de suivi examine en particulier :

- a) tout problème entravant la réalisation du programme opérationnel ;
- b) les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations ;
- c) l'application de la stratégie de communication ;
- d) l'exécution des grands projets ;
- e) l'exécution des plans d'action communs ;
- f) les actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'égalité des chances et les actions de lutte contre les discriminations, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées ;
- g) les actions de promotion du développement durable ;
- h) lorsque les conditions ex ante applicables ne sont pas remplies à la date de présentation de l'accord de partenariat et du programme opérationnel, l'avancement des mesures destinées à assurer le respect des conditions ex ante ;
- i) les instruments financiers

De plus, il examine et approuve:

- la méthode et les critères de sélection des opérations
- les rapports annuels et le rapport final de mise en oeuvre
- le plan d'évaluation du programme opérationnel et toute modification apportée à ce plan d'évaluation.

Lors des réunions, le comité prend ses décisions séance tenante à la majorité simple des voix exprimées par les membres présents et ayant le pouvoir délibératif. Chaque membre ayant le pouvoir délibératif dispose d'une seule et unique voix. Le comité de suivi du FSE s'est réuni le 11 décembre 2017 et le 17 janvier 2019 (se référant à l'année 2018).

Pour le programme FEDER:

Dans le cadre des partenaires sélectionnés, l'autorité de gestion FEDER a principalement fait appel au Comité de suivi en ce qui concerne la mise en oeuvre du PO.

Composé des représentants étatiques, communaux, des partenaires économiques et sociaux, de la société civile (CES), ainsi que de la Commission européenne (avec voix consultative), rappelons que le Comité de suivi veille, conformément aux dispositions de l'article 110 du règlement (UE) n°1303/2013, à l'efficacité et à la qualité de la mise en oeuvre du programme opérationnel, en s'assurant, notamment, par une évaluation périodique, des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs fixés.

Le Comité de suivi s'est réuni 3 fois en 2018. Une procédure écrite a été lancée le 3 mai 2018 pour l'approbation du rapport de mise en oeuvre 2017. Une 2e procédure écrite a été lancée le 13 juin 2018 pour l'approbation d'une nouvelle version du PO suite à une modification des montants des indicateurs financiers 2018 appartenant au cadre de performance. Une troisième réunion du Comité de suivi a eu lieu le 5 décembre 2018, au cours de laquelle l'autorité de gestion a présenté l'avancement financier et matériel du programme, les indicateurs de réalisation et a communiqué les dernières informations sur la

préparation de la nouvelle période de programmation 2021-2027 aux membres et aux représentants de la CE.

En outre, depuis le début du PO, rappelons qu'un comité de concertation, regroupant les autorités de gestion des fonds structurels au Luxembourg, a été instauré. Ce comité de concertation est constitué de représentants du Ministère de l'Economie, du Ministère du Travail et de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, du Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire et du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, en charge des programmes communautaires FEDER (& programmes INTERREG), FSE et FEADER au Luxembourg.

Les objectifs de ce comité étant de coordonner l'élaboration des stratégies et priorités par chaque fonds, de définir les lignes de démarcation pour chaque fonds, d'organiser un suivi ainsi que des échanges fréquents d'informations et particulièrement sur les projets cofinancés, afin de valoriser au mieux la complémentarité entre chaque fonds et d'assurer une mise en oeuvre administrative et financière saine et efficace. Les différentes autorités de gestion préfèrent bien garder une délimitation claire de leurs interventions, afin d'écarter tout risque d'un possible double financement.

En 2018, le comité de concertation s'est réuni à 4 reprises, à savoir le 27 juin, le 30 août, le 18 octobre et le 22 novembre. Lors des 2 premières réunions, le comité de concertation a abordé les discussions, orientations et débats sur la future politique régionale, ainsi que sur la préparation du nouveau cadre financier pluriannuel post 2020.

Le 18 octobre 2018, les membres du comité de concertation ont discuté sur la nouvelle réglementation générale post 2020 et les possibilités de synergies entre le FSE et l'AMIF, ont préparé la rencontre avec le "Conseil économique et social - CES " (présentation de l'avancement matériel et financier des différents programmes (FEDER, FSE, Interreg, ESPON, Urbact et Interact) et discussions sur la nouvelle période de programmation 2021-2027) et ont finalement désigné un nouveau "National Communication Officer" pour le Luxembourg, en l'occurrence, Madame Valeria Knepper-Berrini du FSE.

La dernière réunion du comité de concertation le 22 novembre a eu lieu pour préparer le "Conseil Affaires Générales" (CAC) du 30 novembre 2018 à Bruxelles.

Pour le programme INTERREG V A Grande Région:

La participation des partenaires, conformément à l'article 5 du règlement n°1303/2013, est définie dans le règlement d'ordre intérieur du comité de suivi qui cite les organismes qui sont membres du comité. Plutôt que d'associer individuellement les partenaires de chaque versant du programme, il a été décidé d'associer les organismes et groupements qui se sont déjà rassemblés dans un regroupement transfrontalier.

Ainsi, les principales associations et réseaux transfrontaliers ont été choisis pour faire partie du comité de suivi. Des liens sont ainsi établis avec la coopération institutionnelle en Grande Région via la participation de la présidence du Sommet de la Grande Région, du Conseil Parlementaire Interrégional, du Comité économique et social de la Grande Région et des représentants d'un certain nombre des groupes de travail du Sommet par exemple. Le niveau communal est associé via la représentation de l'ASBL Euregio SaarLorLux.

En outre, des acteurs de différentes échelles territoriales sont associés tels que les réseaux de villes

Quattropôle et Tonicités, le réseau des Parcs naturels de la Grande Région ainsi que des initiatives de coopération locale telles que les GECT Alzette-Belval, l'Eurodistrict SaarMoselle et le PED. Les partenaires sont représentés dans le Comité de Suivi et suivent les travaux du programme. Dans ce contexte, ils sont informés de l'évolution du programme et ils reçoivent les informations nécessaires qui sont partagées via l'intranet du programme.

L'ensemble des partenaires a été invité à désigner un membre le représentant au sein du comité de suivi du programme. Parmi les 46 partenaires contactés, 18 ont effectivement désigné un représentant. Ceux-ci sont systématiquement invités aux réunions du comité de suivi qui s'est réuni cinq fois depuis le début de la programmation. En outre, sept procédures écrites ont été mise en œuvre au niveau du comité de suivi.

Les programmes de la CTE ainsi que le programme FEDER ont été présentés le 29 novembre 2018 au Comité économique et social du Luxembourg. Une discussion a été menée dans ce contexte concernant le rôle de facilitateur que le CES pourrait jouer en apportant un soutien aux programmes en vue d'une implication renforcée des entreprises dans les programmes des fonds structurels.

Pour le programme FEADER:

Le comité de suivi est composé de partenaires de la société civile, d'organisations non gouvernementales, de représentants de la profession agricole. La composition exacte peut être consultée au chapitre 15.2. du PDR. Le comité de suivi constitue parallèlement un acteur du réseau rural national. Conformément à l'article 49 du règlement (UE) N° 1303 / 2013 et à l'article 74 du règlement (UE) N° 1305/2013, le comité s'assure de l'efficacité de la mise en oeuvre du programme de développement rural :

- il se réunit au moins une fois par an et se livre à un examen du programme sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs ;
- il examine toutes questions ayant une incidence sur la réalisation du programme, dont les conclusions des examens de performance ;
- il est consulté et donne, s'il le juge approprié, un avis sur toute modification du programme proposée par l'autorité de gestion ;
- il peut faire des observations à l'autorité de gestion en ce qui concerne la mise en oeuvre et l'évaluation du programme, notamment au sujet d'actions liées à la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires. Le comité de suivi assure le suivi des actions menées à la suite de ses observations ;
- il est consulté au sujet des critères de sélection des opérations financées, y compris les modifications apportées à ces critères ;
- il peut proposer à l'autorité de gestion toute adaptation ou révision du programme permettant d'atteindre les objectifs ou d'améliorer sa gestion, y compris sa gestion financière ;
- Le comité examine et approuve le rapport annuel.

Le comité de suivi s'est réuni 4 fois au cours de la période de programmation actuelle notamment pour approuver les rapports annuels, les critères de sélection des mesures d'investissement et d'installation des jeunes agriculteurs ainsi que les critères de sélection relatifs à la mesure Leader. Par ailleurs, le comité de suivi a déjà approuvé la stratégie de communication du PDR et une première modification du programme.

En 2017 et 2018, le comité de suivi a également approuvé des modifications concernant les mesures M4, M10 et M12, ainsi que celle du cadre de performance.

Dans l'esprit d'une amélioration continue du programme, l'évaluation ex-post du PDR 2007-2013 fut présentée au comité et discutée au sein de celui-ci, de même que d'autres projets de suivi et d'évaluation.

Dans sa troisième réunion, les principes de la nouvelle réforme de la PAC ont été présentés et discutés au sein du comité de suivi.

c) Autres éléments, le cas échéant.

Non

9. RÉSUMÉ DES ACTIONS PRISES EN RAPPORT AVEC L'APPLICATION DE PRINCIPES HORIZONTAUX ET D'OBJECTIFS POLITIQUES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES FONDS ESI [ARTICLE 52, PARAGRAPHE 2, POINT 1), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

a) Résumé des actions prises en rapport avec l'application de principes horizontaux afin de garantir la promotion et le suivi de ces principes dans les différents types de programmes, au regard du contenu de l'accord de partenariat:

- (1) égalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination, accessibilité des personnes handicapées;
- (2) développement durable (protection environnementale, utilisation rationnelle des ressources, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, biodiversité et prévention des risques).

b) Résumé des dispositions mises en œuvre afin de garantir l'intégration des objectifs stratégiques horizontaux, en ce qui concerne l'accord de partenariat.

c) Autres éléments, le cas échéant.

Pour le programme FSE:

Point 9.a).1): Egalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination, accessibilité des personnes handicapées:

En ce qui concerne la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, il est à noter que les projets sont par principe neutres par rapport au sexe des bénéficiaires. Lors de l'élaboration de la candidature qui est soumise au comité de sélection, chaque bénéficiaire doit clairement indiquer le respect des critères d'égalité des chances.

Le principe de la non-discrimination est une valeur fondamentale du Fonds social européen au Luxembourg et les bénéficiaires potentiels y sont rendus attentifs dès les premières réunions d'informations organisées pour les potentiels porteurs de projet lors du lancement de chaque appel à candidatures. Comme l'autorité de gestion est en étroite contact avec les bénéficiaires potentiels en amont de la soumission de leurs candidatures respectives, l'accent est également mis sur la sensibilisation de cet aspect de la non-discrimination au cours de cette phase d'élaboration des projets.

Notamment pour les secteurs d'activité où l'un des sexes est surreprésenté, des efforts sont entrepris pour pousser les bénéficiaires potentiels à élaborer des indicateurs de résultats qui favorisent le sexe sous-représenté. Une telle approche a été appliquée par exemple pour des projets dans des secteurs tels que la construction ou encore la programmation informatique, domaine plutôt masculin, où le FSE souhaite encourager des formations également accessibles aux femmes.

Enfin, lors des comités de suivi de chaque projet, un rappel systématique est adressé aux bénéficiaires de veiller à respecter leurs engagements en termes de promotion des valeurs de non-discrimination.

Point 9.a).2) Développement durable (protection environnementale, utilisation rationnelle des ressources, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, biodiversité et prévention des risques):

Les principes du développement durable constituent la ligne directrice transversale de la gouvernance au Luxembourg. Le Gouvernement veille à ce que les décisions des politiques sectorielles soient cohérentes avec les principes de développement durable et conformes aux priorités et objectifs arrêtés notamment par le deuxième plan national pour un développement durable. Par ailleurs, les efforts

entamés par le Programme national de réforme (PNR) devraient permettre au Luxembourg de consolider les fondements d'une croissance intelligente, durable et inclusive. La coordination entre le PNR et les Fonds structurels s'impose du fait que la stratégie Europe 2020 comporte un programme d'action communautaire. Les projets développés et soutenus par les financements communautaires dans le cadre des fonds structurels sont appelés à contribuer aux objectifs Europe 2020.

Le programme opérationnel du Fonds social européen (FSE) de la période de programmation 2014-2020 s'inscrit dans les priorités de la stratégie européenne de l'emploi. Le Luxembourg s'efforce à mieux aligner les investissements du FSE avec les objectifs de la stratégie Europe 2020, les recommandations spécifiques émises pour le Luxembourg et avec les besoins changeants du marché du travail luxembourgeois. Ces efforts entamés devraient permettre au Luxembourg de consolider les fondements d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Pour ce qui des projets spécifiques du FSE, sur chaque fiche de candidature, le bénéficiaire doit indiquer comment son projet contribue au développement durable.

Point 9.b): Résumé des dispositions mises en oeuvre afin de garantir l'intégration des objectifs stratégiques horizontaux, en ce qui concerne l'accord de partenariat.

Dès la phase d'élaboration et de conception des programmes opérationnels, les autorités de programmation ont pris en considération les problématiques de l'égalité des chances, à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'à prévenir toute discrimination fondée sur le handicap ou l'âge ou l'orientation sexuelle. Ainsi, l'approche du FSE est en ligne avec les principes fondamentaux promus par l'UE.

Pour le programme FEDER:

Point 9.a).1): Egalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination, accessibilité des personnes handicapées:

Au niveau du PO FEDER, l'autorité de gestion tient compte de la promotion des possibilités d'emploi pour femmes, principalement au niveau de la R&I (Axe prioritaire 1). Ainsi, chaque action, le cas échéant, tient compte à garantir la stimulation des partenaires économiques en vue de la création d'emplois en faveur de la main-d'oeuvre féminine. L'axe prioritaire 2 est neutre à l'égalité hommes/femmes et visent à renforcer les exigences en matière d'utilisation efficiente des ressources et l'atténuation des changements climatiques.

A cet effet, le Ministère de l'Egalité des Chances a été consulté dans le cadre des travaux préparatoires du PO. Afin de garantir un suivi et une évaluation des résultats, une subdivision des indicateurs « emplois créés » au niveau du sexe est envisagée dans la fiche de candidature et dans les rapports annuels à obtenir des bénéficiaires finals, notamment quand la pertinence et/ou l'opportunité se présentent.

Lors de la sélection des projets, un représentant du Ministère de l'Egalité des Chances assiste en tant que membre aux réunions du comité de sélection et vise, sur base d'un catalogue de critères de sélection, à garantir l'intégration de la dimension « hommes/femmes » au niveau du PO et des projets. Lors de la mise en oeuvre du PO « Investissement pour la croissance et l'Emploi » 2014-2020, l'autorité de gestion tient compte de l'égalité des chances et vise à prévenir toute discrimination en général et particulièrement pour les personnes handicapées, telles que les personnes à mobilité réduite et/ou les personnes non ou malvoyantes. A cet effet, un accès simplifié et rapide à tous les documents FEDER a été créé de par le nouveau portail internet www.fonds-europeens.public.lu.

L'accès au financement est fait par des appels à projets périodiques qui sont communiqués par des

annonces dans la presse quotidienne et sur le site Internet www.fonds-europeens.public.lu. Les fiches de candidature sont téléchargeables, à compléter et à envoyer via notre portail de gestion informatisé et sécurisé.

En cas de difficulté, un « Guide de l'utilisateur » peut être consulté sur le portail Internet et/ou un responsable de l'autorité de gestion peut être contacté via téléphone, email ou par courrier postal. D'ailleurs, le portail Internet permet aux personnes non et malvoyantes, à l'aide d'un système informatique de lecture, la possibilité de consulter toutes les pages du portail internet.

Point 9.a).2) Développement durable (protection environnementale, utilisation rationnelle des ressources, atténuation du changement climatique et adaptation à celui-ci, biodiversité et prévention des risques):

Durant la période de programmation 2014-2020, le suivi des incidences sur l'environnement est assuré, d'une part, par les dispositifs de sélection, de suivi et de contrôle décrits dans le PO, tels que les dossiers de candidature, les rapports annuels et finals obligatoires des porteurs de projet, les contrôles sur place portant sur l'avancement matériel des projets et l'évaluation à mi-parcours du programme, et d'autre part, par la collaboration interactive du Comité de suivi avec l'autorité de gestion. Rappelons que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est représenté au Comité de suivi et au Comité de sélection des projets individuels.

Point 9.b): Résumé des dispositions mises en oeuvre afin de garantir l'intégration des objectifs stratégiques horizontaux, en ce qui concerne l'accord de partenariat.

Dès la phase d'élaboration et de conception du programme FEDER, l'autorité de programmation prend en considération les problématiques de l'égalité des chances, à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'à prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge ou l'orientation sexuelle.

A l'instar du PO FEDER, le Ministère de l'Egalité des Chances est invité à participer aux comités de sélection des projets, afin de garantir au cours du processus l'égalité des chances et l'égalité de genre et d'éviter toutes formes de discrimination. Le Ministère de l'Egalité des Chances est également représenté au Comité de suivi. C'est essentiellement l'axe prioritaire n°1 « Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation » qui tend à promouvoir l'égalité des chances et à promouvoir les opportunités d'emploi pour les femmes en encourageant les partenaires économiques à s'orienter vers des créations d'emplois en faveur de celles-ci. Néanmoins, l'égalité entre hommes et femmes, la lutte contre les discriminations et l'égalité des chances sont des priorités horizontales observées dans l'ensemble des axes prioritaires du programme.

En matière de développement durable portant sur l'exécution et la mise en oeuvre effective du PO, les exigences environnementales seront appliquées lors de la sélection des projets à financer. Le suivi et le contrôle des incidences des mesures du PO FEDER sur l'environnement sont assurés, non seulement par les dispositifs de sélection, de suivi et de contrôle eux-mêmes précisés dans le projet de PO - tels que les dossiers de candidature, les rapports des porteurs de projet, les contrôles sur place ou l'évaluation intermédiaire du programme - mais également par une étroite collaboration entre l'autorité de gestion et le comité de suivi, qui inclut des représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Enfin, les projets retenus dans le cadre d'un cofinancement FEDER respectent la législation nationale en matière de pollution. En effet, le Luxembourg s'est doté d'un mécanisme assurant la mise en place du principe du pollueur-payeur au Luxembourg, via la loi du 1er février 2012 relative à la gestion des déchets, transposition en droit national de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Pour le programme FEADER:

1) Egalité entre les hommes et les femmes, non-discrimination, accessibilité des personnes handicapées:

Lors de l'élaboration du PDR, l'autorité de gestion a veillé à ce que l'ensemble des mesures soit accessible à titre égale à toute personne, qui respecte les conditions d'éligibilité, peu importe le genre ou toute autre orientation personnelle. Là, où le système commun de suivi et d'évaluation l'a prévu, le suivi des mesures est également garanti en veillant sur les indicateurs ventilés en fonction du genre du bénéficiaire.

2) Développement durable:

Le PDR luxembourgeois a été établi en respectant les principes du développement durable qui prévoit un développement économique dans le respect de l'environnement et des garanties sociales. A cet effet, le PDR reprend des mesures qui visent la compétitivité de l'agriculture et offre également des mesures pour la protection de l'environnement et du climat tout en intégrant, surtout par l'initiative LEADER, des mesures favorisant davantage l'intégrité sociale.

Les critères de sélection liés aux mesures des investissements physiques et de l'installation des jeunes agriculteurs ont prévu des critères qui favorisent des projets présentant des avantages environnementaux ou climatiques ou qui visent l'intégrité sociale, ainsi qu'une meilleure formation des bénéficiaires. Si on considère que les paiements en faveur des zones à contraintes naturelles contribuent également diminuer l'écart de revenu entre agriculteurs et autre acteurs économique, le PDR contribue également à une meilleure intégration des agriculteurs dans la société.

Pour la Coopération territoriale européenne (CTE):

Les principes horizontaux constituent un des critères de sélection des programmes CTE. Dans sa demande de concours, chaque projet doit indiquer, si les actions qu'il met en oeuvre ont un impact positif, neutre ou négatif sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, la non-discrimination et le développement durable. Lors de la phase d'instruction, tous les projets sont évalués à la lumière de ces critères. Certains des projets approuvés répondent en particulier à ces thématiques et prévoient des mesures spécifiques. Les résultats et réalisations mises en oeuvre seront présentés dans le cadre de l'évaluation des projets. Ainsi, pour le programme INTERREG V A Grande Région, les projets « Partenariat transfrontalier inter-hospitalier dans le domaine de la formation en soins infirmiers - PTFSI » et « Des clefs pour l'avenir des jeunes dans la Grande Région : langues, interculturalité, information et orientation professionnelle via l'éducation - SESAM » favorisent l'accès à l'emploi sans discrimination.

En outre, le projet « SESAM », ainsi que le projet « Mobilité par le projet transfrontalier en Grande Région – Mobipro », comptent parmi leurs groupes cibles, les migrants et leurs enfants qui feront l'objet d'une attention particulière dans ce domaine. Le projet « Mobipro » accompagnera également les apprenants en situation de handicap physique et le projet « Tourisme sans frontières » mettra en oeuvre un certain nombre de mesures destinées à garantir l'accessibilité pour tous dans l'espace transfrontalier du parc naturel germano-luxembourgeois.

PARTIE II

Informations et analyses concernant l'initiative pour l'emploi des jeunes [aux fins de l'article 19, paragraphe 5, du règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil]

10. MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ) [ARTICLE 19, PARAGRAPHE 5, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1304/2013]

- a) Description générale de la mise en œuvre de l'IEJ, notamment de la manière dont l'IEJ a contribué à la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse, avec des exemples concrets d'interventions soutenues dans le cadre de l'IEJ.
- b) Description des éventuels problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de l'IEJ et des mesures prises pour y remédier.
- c) Analyse de la mise en œuvre de l'IEJ en ce qui concerne les objectifs et cibles fixés et la contribution à la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse.

Le Luxembourg n'est pas éligible pour bénéficier de l'IEJ.

PARTIE III

Informations et analyses à fournir pour la politique de cohésion en cas de recours à l'option prévue à l'article 111, paragraphe 4, du règlement (UE) no 1303/2013, qui permet d'inclure certains éléments des rapports annuels de mise en œuvre dans le rapport d'avancement — à présenter en 2017 et 2019

11. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES ET ANALYSE SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) NO 1303/2013, NOTAMMENT, SI NÉCESSAIRE, POUR COMPLÉTER LES AUTRES SECTIONS DU RAPPORT D'AVANCEMENT]

11.1 Progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et des handicaps permanents ou naturels, les investissements territoriaux intégrés, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel.

Non applicable

11.2 Progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds.

Non applicable

11.3 Progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales.

Contribution FEADER:

En 2017, les 5 régions LEADER, ensemble avec le Ministère de l'Agriculture, ont organisé la conférence européenne annuelle « LINC » intitulée « LEADER Spirit – Empowering People » à Vianden du 9 au 11 mai. LINC « LEADER Inspired Network Community » est une initiative visant à promouvoir l'échange et la mise en réseau d'une manière innovante entre les régions européennes LEADER. Plus de 300 participants issus de 19 pays membres de l'Union européenne étaient présents et ont souligné le grand succès de cette conférence.

Au 31.12.2018, 76 projets au total ont été engagés pour la période LEADER 2014-2020, dont 58 projets régionaux, 8 projets de préparation d'une coopération transnationale, 5 projets de coopération interterritoriale et 5 projets de coopération transnationale. L'engagement financier public total 2014-2020 au 31.12.2018 s'élève à 8.576.998,25.- €, dont 1.431.236,00.- € pour la mesure « Préparation et mise en œuvre des opérations de coopération », soit un degré d'exécution pour cette mesure de 58,49%.

11.4 Progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées.

Prière de consulter le point 14.4. du RAMO 2018 du FSE.

PARTIE IV

Informations et analyses concernant la mise en œuvre de l'IEJ en cas de recours à l'option prévue à l'article 111, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013 — à présenter en 2019.

12. MISE EN ŒUVRE DE L'IEJ [ARTICLE 19, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) NO 1304/2013]

A° Description des principaux résultats de l'évaluation visée à l'article 19, paragraphe 6, du règlement (UE) no 1304/2013, qui porte sur l'efficacité, l'efficience et l'impact de la contribution du FSE et des fonds spéciaux alloués à l'IEJ et à la Garantie pour la jeunesse.

b) Description et analyse de la qualité des offres d'emploi reçues par les participants à l'IEJ, y compris les jeunes défavorisés, les jeunes issus de communautés marginalisées et les jeunes qui ont quitté le système éducatif sans qualifications.

c) Description et analyse des progrès des participants à l'IEJ en matière de formation permanente, dans la recherche d'un emploi durable et décent ou le suivi d'un apprentissage ou d'un stage de qualité.

Non applicable.

PARTIE V

Informations et analyses à fournir pour la politique de cohésion en cas de recours à l'option prévue à l'article 111, paragraphe 4, du règlement (UE) no 1303/2013 (notamment, si nécessaire, pour compléter les autres sections du rapport d'avancement) — à présenter en 2019

13. CONTRIBUTION DU PROGRAMME À L'APPLICATION DE LA STRATÉGIE DE L'UNION POUR UNE CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 5, DU RÈGLEMENT (UE) NO 1303/2013]

Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Non applicable.

DOCUMENTS

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
----------------------	------------------	------------------	------------------	----------------------------	----------	--------------	------------

RÉSULTATS DE LA DERNIÈRE VALIDATION

Gravité	Code	Messages
Info		La version du rapport d'avancement a été validée.
Avertissement	2.8	Le total de la colonne A "Soutien utilisé pour atteindre les objectifs liés au changement climatique dans l'AP" du tableau 1 (74 550 393,20) doit être égal au montant correspondant dans l'accord de partenariat, dans la section 1.4.5 (86 842 126,21).